

**RAFLES
POLICIERES
DEUX
INTERPELLES TEMOIGNENT**

LE PEUPLE BRETON

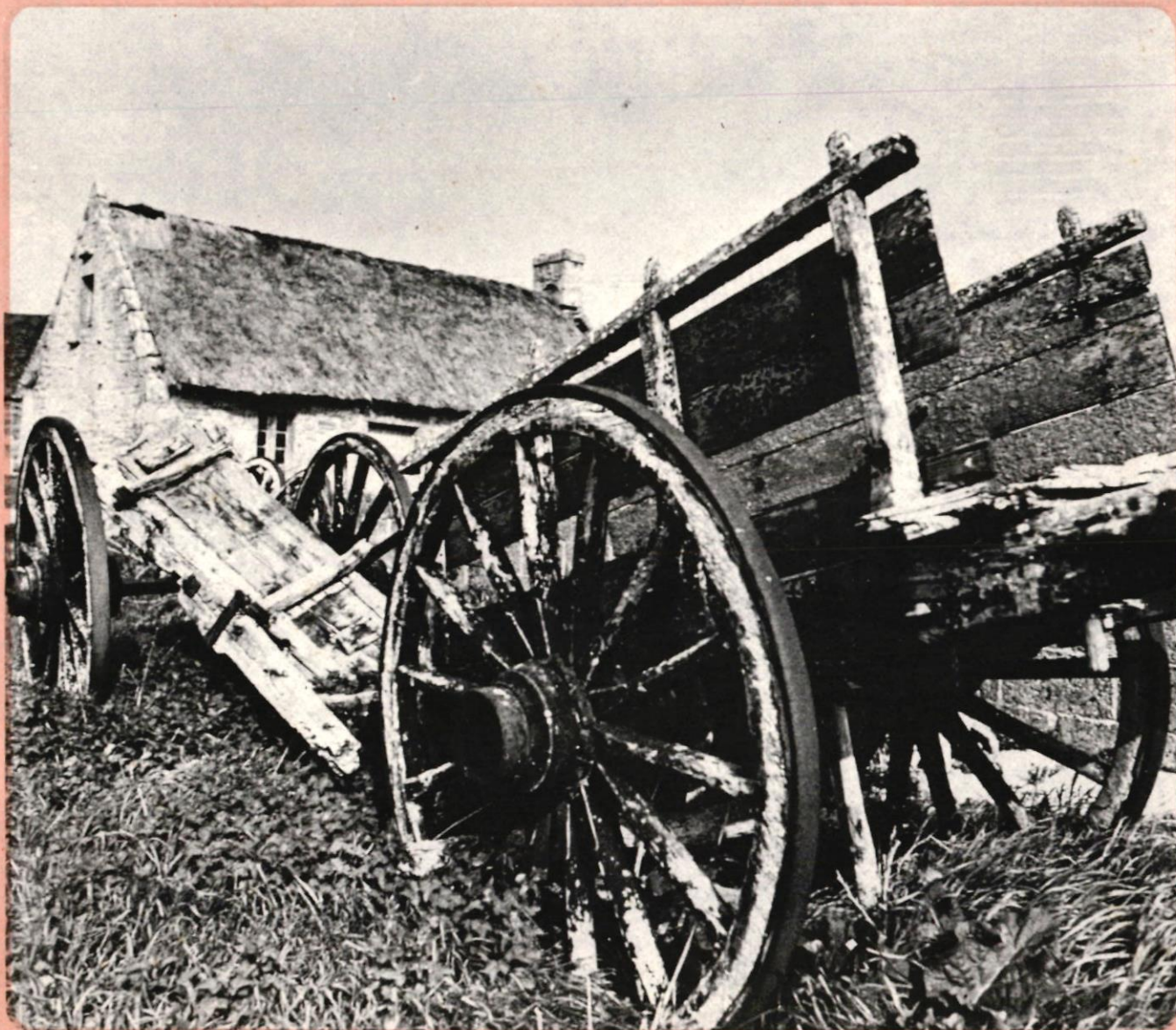
3^f

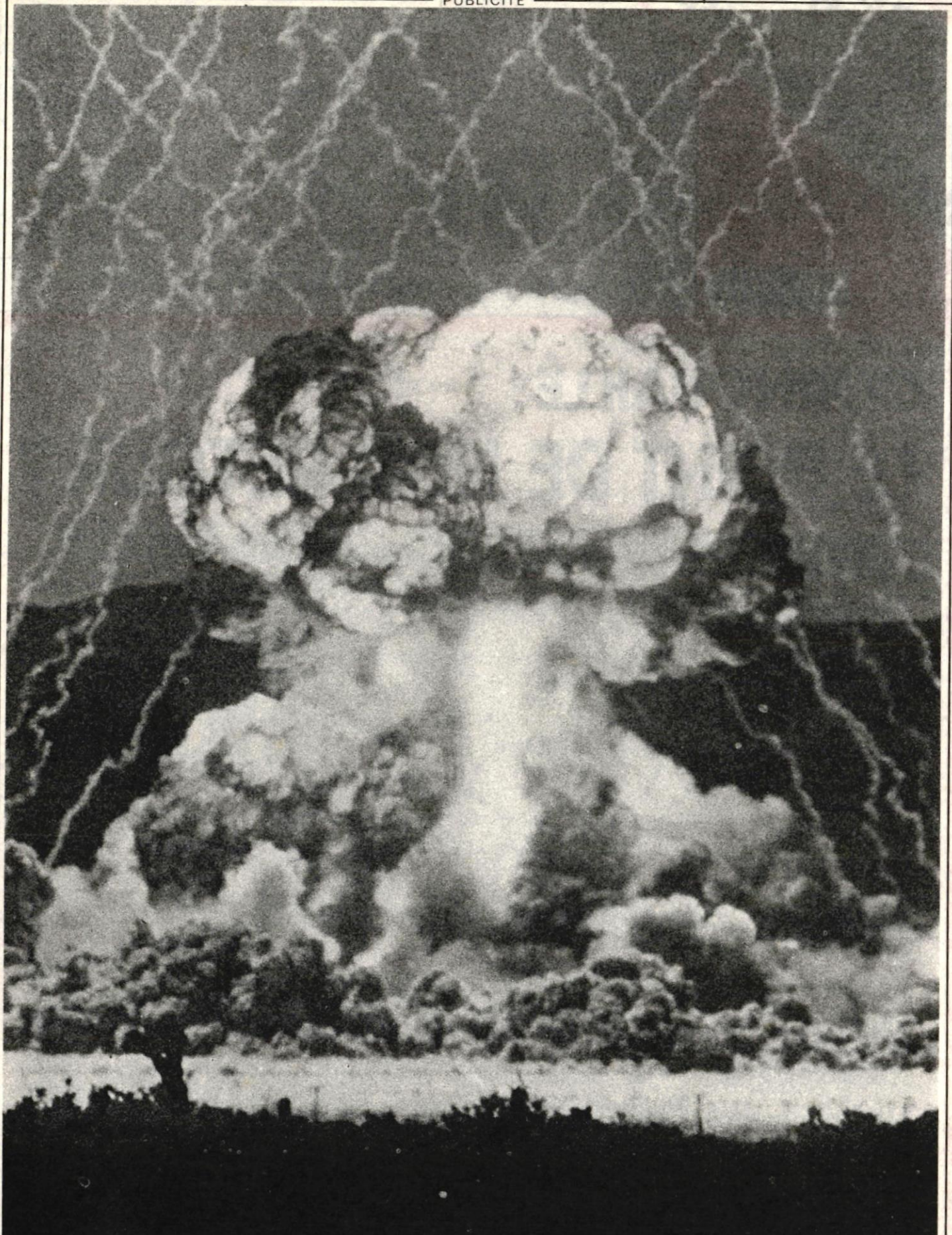
Mensuel

N° 158
JANVIER 1977.

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

CORNOUAILLE : LE POINT DE NON-RETOUR ?





L'éducation des frissons n'est pas bien faite dans ce pays.

- La citation d'Henri Michaux est extraite de Plume (n.r.f.) page 80 - Photo USIS.

Souscription permanente pour le progrès du « Peuple Breton »

UNE NÉCESSITÉ : PASSER A 3 F.

Tout d'abord, merci à nos généreux lecteurs, à tous ceux qui, le mois dernier, ont songé aux étrennes du P.B. Ils sont particulièrement nombreux cette fois-ci et ce soutien indéfectible est vraiment la principale raison d'espérer pour notre journal.

Car, par ailleurs, la situation est de plus en plus dure. Ce mois-ci, il faut nous rendre à l'évidence : l'accroissement de notre nombre de pages, l'augmentation du coût de revient des travaux d'impression, la hausse du prix du papier, tout cela fait qu'à 2,00 F le numéro nous sommes en déficit. Pour permettre au P.B. d'aller de l'avant, de conquérir de nouveaux lecteurs, il nous faut absolument assainir notre trésorerie et pour cela l'U.D.B. a décidé de porter le prix de vente au numéro à 3,00 F. Même à ce prix, le Peuple Breton restera encore très nettement parmi les moins chers des journaux de sa taille. De plus si le volume de notre publicité augmentait un peu, si le soutien de nos lecteurs ne se dément pas, nous devrions assez vite nous trouver en mesure de réaliser un certain nombre de nos projets, en particulier en disposant de pages supplémentaires où bien des articles et des chroniques actuellement en attente (l'histoire, par exemple...) trouveraient place.

« LE PEUPLE BRETON »

Mensuel

Boite Postale 304
29273 BREST CEDEX

ABONNEMENTS

Ordinaire : 30 F

De soutien : à partir de 50 F

Etranger : 40 F

Etranger (par avion) : 55 F

C.C.P. 2 365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

Composition mécanique - Lorient

Imprimerie Cornouaillaise - Quimper

Publication inscrite à la C.P.A.P. N 41.387

Tirage 9 500 ex. - Dépôt légal : 1er trimestre

Directeur de la publication : R. Leprohon.

On le voit, pas question pour le P.B. de reculer. Avec cette opération « vérité du prix », nous nous donnerons les moyens de gagner les difficiles combats politiques qui nous attendent. Merci d'avance à tous de ne pas nous ménager votre confiance et votre appui.

9° LISTE

J.P. Pilastre, Nantes	50,00 F
M.D., Yverres (91)	20,00 F
B.C., La Chambre (73)	20,00 F
Pour que la Loire-Atlantique retrouve sa place dans une Bretagne officielle devenue socialiste, J.M. Hillereau, Nantes	
M. Le Picard, Gennevilliers (92)	40,00 F
D.M., Brest	20,00 F
Anonyme, Petit-Quevilly (76) ..	30,00 F
André Servat, Cholet (49)	50,00 F
L.L.C., Guichen	70,00 F
Christian Damiens, Sénégal ..	50,00 F
Armand Coquet, St-Cloud	100,00 F
A.T., Brest, Bloavez mad	30,00 F
J.H., Angers	20,00 F
F.F., St-Clair-sur-Epte (95) ..	20,00 F
C.M., Carantec	70,00 F
H.A., Pléneuf	70,00 F
J.G., Saint-Brieuc	20,00 F
J. Kervella, Japon	20,00 F
Daniel Hourat, Vendée	10,00 F
Bravo pour votre nouvelle formule, J.L. Blivet, La Varenne-Saint-Hilaire (94)	
Y. Coriou, Houilles (47)	10,00 F
E.L., Rennes	20,00 F
J. L'Hostis, La Verpillère (38) ..	70,00 F
R.E., Paris	20,00 F
G.G., Nantes	20,00 F
P.E., Bubry	20,00 F
J.D., Paris	20,00 F
Y.H., Blois (41)	20,00 F
Maryse Le Coz, Versailles (76) ..	20,00 F
Anonyme, Saint-Rival	20,00 F
Pour aider à la diffusion du P.B., des chanteurs bretons	
D.S., Grand-Quevilly (76)	10,00 F
Le Berre, Paris	70,00 F
A.H., Dublin	17,94 F
Anonyme Paris	20,00 F
B.B., Bouguenais	5,00 F
Anne Nicolas, Nantes	20,00 F
Y.P., Lorient	20,00 F
M.R., Talence (33)	20,00 F
E.G., Plogonnec	10,00 F
M.J., Châteaulin	10,00 F
Anonyme, St-Brieuc	10,00 F
Y.B., Suresnes (92)	10,00 F
M.L.F., Landivisiau	20,00 F
C.P., Lorient	20,00 F
Anonyme, Fontenay-sous-Bois (94) ..	10,00 F
M.B., Ploarnet	5,00 F
A. Béraud, Brest	20,00 F
Hélène Travel, Brest	10,00 F
F. Allain, La Trinité-Plouzané ..	170,00 F
Anonyme, spectacle Gilles Servat à Carhaix	10,00 F

BAR LES FAUVETTES

Guiness à la pression
SOIRÉES CABARET
Salle pour réunion

Rue Consell BREST 44.46.67

Soutien amical et meilleurs vœux au P.B.,

M. François, La Baule	250,00 F
Anonyme, St-Pol-de-Léon	36,80 F
Pour votre 13° mois,	
L.M., Saint-Brieuc	20,00 F

Total de la 9° liste 2054,74 F
Report des listes précédentes 7957,64 F

TOTAL 10012,38 F

1977 CHANGÉONS LA BRETAGNE

En ce début d'année 1977, l'équipe du Peuple Breton vous remercie des vœux que vous lui avez adressés et vous présente les siens... en vous suggérant une bonne façon de nous soutenir dans cette année de lutte difficile : acheter, au prix de 10 F., la carte postale de soutien aux candidats U.D.B. auprès de nos militants ou de notre journal.



L'U. D. B. ET CHIRAC

La création par Jacques Chirac du R.P.R. constitue une manœuvre de la droite pour tenter de masquer sa responsabilité dans la dégradation des conditions de vie des travailleurs et particulièrement des travailleurs bretons, premiers touchés par la crise.

L'Union Démocratique Bretonne dénonce l'attitude de Jacques Chirac qui tout en essayant de faire oublier qu'il fut le premier artisan de la politique qu'il réprouve aujourd'hui, tente de passer pour un homme neuf et un recours dans les difficultés actuelles.

Qu'elle ait le visage de Chirac ou celui de Giscard, c'est la même droite qui conserve le pouvoir, c'est la même droite qui opprime les travailleurs, c'est la même droite qui maintient le sous-développement et le sous-équipement de la Bretagne.

Les travailleurs bretons ne tomberont pas dans le nouveau piège tendu par cette droite.



Casiers à crustacés à l'Ile-de-Sein.

CORNOUAILLE: LE POINT DE NON-RETOUR?

Si chaque entreprise finistérienne embauchait une personne, on réglerait le problème de l'emploi dans le Finistère ». C'est le préfet du Finistère qui l'a affirmé le 9 décembre à Quimper, devant les dirigeants des petites et moyennes entreprises.

Propos absurde. En premier lieu parce qu'il est numériquement faux. Ensuite parce qu'il ne repose sur aucune base équitable, faisant appel à un effort égal, quelle que soit la taille des entreprises. Enfin et surtout, parce qu'il intervient dans une ville où l'on s'apprête à compter par centaines le nombre **des licenciements**. Et le préfet, devant les réticences, corrige bien vite son propos : « Utilisez les contrats à durée limitée, c'est ce que je conseille actuellement ».

Les contrats à durée limitée en attendant quoi ? La reprise ? Non, le départ. Lorsque tout s'effrite, la crainte s'instaure que demain, ce soit son tour. Cette crainte est réelle chez les patrons en Cornouaille ; ils s'efforcent aussi de la faire passer, en tant que crainte et en tant que menace, chez les travailleurs ; l'enjeu est là : pouvoir licencier à volonté et, pour ce faire, briser toute forme de résistance, **étouffer dans l'entreprise l'organisation syndicale**.

Existe-t-il un problème cornouaillais ?

Poser la question en Bretagne, c'est y répondre ; les deux axes de lutte soulignés plus haut, on les retrouve partout. Simplement, il y a des périodes au cours desquelles la gravité de la situation se manifeste plus clairement ici ou là. Il se trouve qu'aujourd'hui, en Cornouaille, l'économie en arrive à une étape cruciale qui est celle de la désagrégation. En 1973, nous mettions l'accent sur la désindustrialisation en cours (P.B. No 117) ; la question n'est plus à poser en ces termes : on peut considérer que la désindustrialisation est accomplie puisque le tissu industriel est devenu trop lâche pour soutenir les difficultés sectorielles. La restructuration de la conserve et de l'agro-alimentaire, le sabotage des pêches maritimes en tant que fonction d'entraînement ont laissé un vide que rien n'est venu combler. On peut donc considérer qu'ici est atteint le point où toutes les circonstances sont réunies pour que se mette en marche une politique **d'abandon total** en matière d'emploi, laissant le terrain en-

tièrement libre aux activités parasitaires et stérilisantes que sont le tourisme de luxe et la militarisation. On voit que le seul caractère vraiment spécifique, c'est le moment ; pour le reste, le problème de la Cornouaille s'intègre au problème breton tout entier. Le poser et en chercher les solutions sur le seul plan de la Cornouaille comme le fait volontiers le CECOR ou du Finistère comme le fait volontiers la gauche hexagonale, c'est donc le dévier.

Pour causes économiques...

Les faits sont simples. Au cours de l'automne, en peu de temps, des nouvelles sont tombées, annonçant des réductions ou des cessations d'activité dans plusieurs entreprises.

Ainsi on a appris coup sur coup :

— le retrait du plan de reprise Behar-Le Gall concernant les ex-établissements Donval à Rosporden, faute d'appuis financiers suffisants. C'était une nouvelle étape dans l'abandon d'une entreprise qui employait plus de 600 personnes en 1972, 186 en 1974 et que les travailleurs occupent depuis novembre 1975 pour

la sauvegarde de l'outil de travail.

— 195 licenciements aux papeteries Bolloré, se répartissant entre Scaër (où les syndicats ont réagi en mobilisant la ville entière sur une opération ville morte) et Ergué-Gabéric. Nous en parlions dans le P.B. N° 157 ;

— la mise en chômage technique de 15 employés aux établissements Autolysats (aliments chiens et chats) à Douarnenez ; il y avait déjà eu dans cette entreprise 20 licenciements en début d'année. Il ne reste que 10 employés.

— le dépôt de bilan de l'entreprise Cuisine-Matériel-Cuisson Dufour à Quimper. Cette entreprise emploie 170 personnes et le syndic estime que le maintien de leur emploi est lié à un règlement rapide de la question.

— l'annonce de 15 licenciements à la serrurerie Pronost à Quimper (et Brest).

— la fermeture du complexe casino-thermes-thalassothérapie de Bénodet, établissement qui liait sa prospérité au tourisme de luxe (l'ouverture du « Centre de thalassothérapie » s'était faite sans même l'agrément de la sécurité sociale). Le tourisme créateur d'emplois ? Ce sont 60 licenciements qui interviennent à Bénodet.

— la menace de licenciements aux carrières du Hinguer, chez Delhommeau.

Cette énumération appelle deux remarques :

1°) sur la diversité des secteurs touchés : rien n'est à l'abri ; il n'y a pas d'activité de repli : ainsi, à d'autres moments, l'industrie papetière avait pu être présentée comme une position forte. On voit aujourd'hui ce qu'il en est.

2°) sur la localisation des conflits : on peut constater une concentration sur Quimper ; après les coups durs portés à des villes de moindre importance (Quimperlé, Rosporden, Concarneau, Douarnenez...) celle-ci apparaissait comme une zone possible de repli (ainsi, dans la conserverie, Saupiquet a concentré l'activité sur Quimper) ; aujourd'hui c'est cette zone de repli qui est elle-même atteinte.

Etouffer toute résistance sociale

Dans ces conditions il n'y a rien d'étonnant à ce que dans les entreprises le climat se durcisse considérablement ; c'est bien sûr le cas là où les difficultés économiques sont sérieuses. Chercher la division, instaurer la peur, c'est la tactique utilisée par le patronat pour supprimer l'opposition. C'est ainsi que chez Bolloré, on vous dit un jour que vous serez licencié... puis que non... puis que si. Chez Delhommeau, on profite de ce que le délégué syndical est hospitalisé pour annoncer les licenciements.

Le délégué syndical, voilà l'ennemi. Ceci n'est pas nouveau : on connaît les efforts de la SFIM à Concarneau pour imposer la C.F.T., on se souvient à Quimper des luttes menées à Rallye, chez Henriot et l'été dernier à la SCAPLEN.



*Une grève marquante en Cornouaille, l'été dernier :
A la SCAPLEN de Plomelin.*

Le 23 novembre, 27 employés de l'entreprise de transports Le Coz-Mahé se sont mis en grève pour le maintien du droit de s'organiser en section syndicale et pour faire échec au licenciement de 3 délégués syndicaux. Le patronat dans les transports est réputé pour être particulièrement combattif ; chez Le Coz-Mahé, le patron a refusé toute négociation pendant 10 jours. Il a fallu une action déterminée des grévistes, avec notamment des barrages ou encombrements par les camions, pour qu'une rencontre puisse enfin avoir lieu. Les ouvriers ont obtenu que soient appliquées les conventions collectives. Il reste que, sur 3 licenciements, 2 ont été prononcées par un comité d'entreprise en place depuis 2 ans et d'une compétence douteuse puisque, depuis, s'est créée une section syndicale C.F.D.T. qui a obtenu aux élections de délégués du personnel 30 voix sur 45 votants ; quant au 3^e cas, celui d'un chauffeur qui avait refusé de prendre la route, le temps de travail demandé étant excessif, il a été soumis à l'inspection du travail qui a refusé le licenciement. La direction de combat Le Coz-Mahé ne se tient cependant pas pour battue puisqu'elle a prononcé le 19 décembre 2 nouveaux licenciements. A Coray, à l'entreprise d'outillage J.M.B., c'est cette fois le délégué qui se voit notifier un licenciement non autorisé par l'inspection du travail.

Mais les travailleurs savent bien que leur meilleure riposte, c'est l'organisation. Chez Dufour, la section

C.F.D.T. renforce son implantation et son organisation. Au Crédit Immobilier de Cornouaille, les 22 employés se sont syndiqués à la C.G.T. en entrant dans la grève. Action étonnante que celle-ci, qui conduit le personnel à mener une grève dure (1 mois, au

moment où cet article est rédigé) pour obtenir la réintégration de son directeur licencié. Mais c'est peut-être aussi la plus significative : en effet, dans le domaine de la construction, les organismes de crédit immobilier jouent un rôle particulier puisqu'ils frètent de l'argent à des taux très bas, n'ayant pas de buts lucratifs. Les banques tolèrent de tels organismes dans la mesure où leur existence reste confidentielle et ronronnante. A Quimper, avec l'arrivée de Poulhalec comme directeur, le Crédit Immobilier, au contraire, s'est développé, a créé des emplois, est devenu concurrentiel non seulement sur le plan des conditions de prêts, mais aussi sur la masse des dossiers pris en compte. Alors, le conseil d'administration licencie le directeur sous prétexte de « fautes graves »... On n'en sait pas plus sur la nature de ces « fautes » ; il ne devait en tout cas pas s'agir d'une politique aventureuse en matière de prêts, puisque ceux-ci sont dépendants d'emprunts effectués par le Crédit Immobilier, cautionnés et garantis par le Conseil Général. Seulement le dynamisme d'un organisme de service est-il de mise en une région que l'on est en train de vider de sa substance ? L'action résolue pour la réintégration d'un directeur recouvre donc bien plus que cela : les employés du C.I.C., soutenus d'ailleurs par les clients, des entrepreneurs, les maîtres-d'œuvre du bâtiment, défendent en fait leur emploi

et leur outil de travail, une conception sociale de la politique du logement, l'activité économique ; ils s'opposent à une politique d'abandon.

Une politique d'abandon

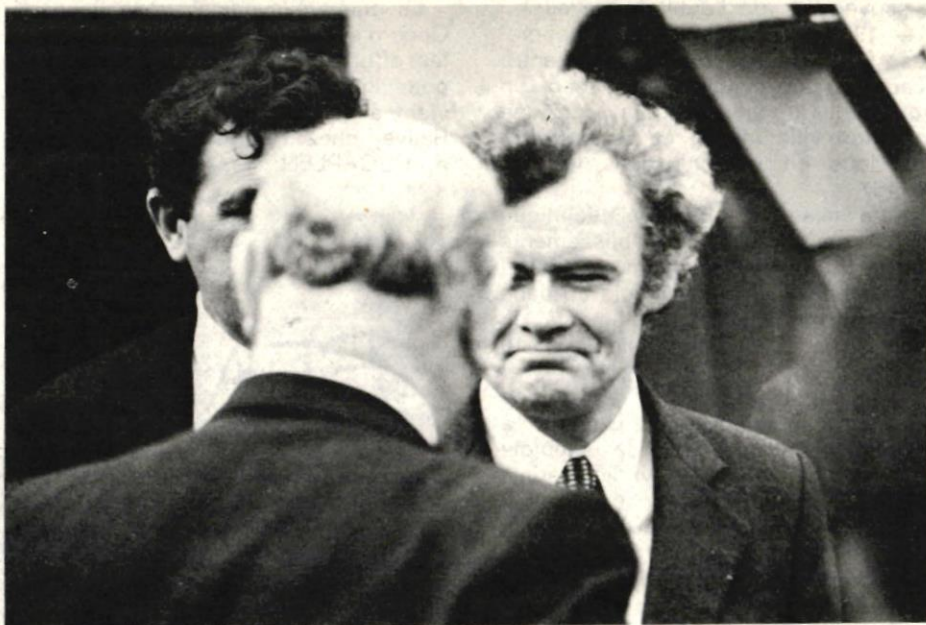
C'est pourtant celle que mènent les autorités. Elle est flagrante, dans l'affaire du Boehlen où, malgré les précédents de l'Olympic Bravery et de la première marée noire sur la côte Nord, rien n'a été amélioré : ni la prévention des accidents, ni les moyens de lutte. Au fond de l'eau, le Boehlen, tant qu'on aura pas pompé le pétrole qui s'y trouve encore, reste une menace. Mais de cela, les autorités ne se préoccupent guère. L'activité des pêcheurs paralysée ? Aujourd'hui ou demain, quelle importance ?... On a été jusqu'à avancer, du côté de la préfecture, que l'intervention aurait été plus rapide s'il s'était trouvé, caserné à proximité des lieux du naufrage, un régiment, de génie par exemple !

Ici et là, des terrains continuent à être bradés à des promoteurs par des municipalités réactionnaires. Et du reste, parmi les entreprises en difficulté, celle qui semble présenter le plus de chance de reprise, c'est le casino de Bénodet : on veut tellement nous faire croire au mirage touristique qu'il est bien possible que les appuis financiers que l'on refuse aux entreprises industrielles arrivent ici. Pour le reste, notables et technocrates s'accordent à promettre le vent. Ainsi, Guermeur à l'annonce des licenciements chez Bolloré, a-t-il protesté contre le processus qui conduit à la disparition des emplois ? Que non ! Il s'est borné à réclamer l'implantation dans la région d'une activité industrielle offrant un nombre d'emplois équivalent. Quel emploi, avec quel financement ? Guermeur s'en bat l'œil, il réclame, il quémande, il attend la manne parisienne.

Paris, c'est un peu M. Voisard, personnage important que celui-là. Il est directeur de Ouest-Atlantique, antenne ouestonne de la DATAR.

Tables rondes

Il est déjà apparu lorsqu'il y avait des problèmes touchant à l'emploi et on l'a beaucoup vu participer à des tables rondes à l'époque des affaires Donval, Marcesche, Rhône-Bretagne, jusqu'au jour où il a déclaré qu'il ne voulait plus en entendre parler. Il est revenu pour expliquer que, si tout ne va pas vraiment bien, rien ne va vraiment mal non plus : en licenciant chez Bolloré on va pouvoir pendant un an « mettre en place la solution



Guermeur (R.P.R.)

En attendant la manne parisienne

qui permettraient de créer de nouvelles activités » ; chez Donval, il y aura peut-être quelque chose, on n'attend plus que les solutions définitives ; chez Dufour CMC, on a l'intention de « bâtir une solution industrielle très solide ». Eh bien, on est en droit d'être inquiet ! Quand on sait qu'un premier plan de reprise a été retiré et que les deux solutions industrielles (tiens, une « restructuration ? » Thirode et Capic prévoient l'une et l'autre des licenciements en cas de reprise, on est en droit de se demander s'il n'est pas en train de naître un second Donval.

Alors, il semble bien en effet, pour toutes les raisons exposées plus haut, que, dans le régime actuel, le point de non-retour soit atteint. Faut-il pour autant se laisser aller au désespoir ? Ce n'est pas une réaction saine : elle est irrationnelle et ne peut conduire qu'à la résignation ou à l'aventure. Au contraire, face au démantèlement, ce qui apparaît, c'est la nécessité que nous prenions en mains notre propre destin, que les classes exploitées s'organisent, en liaison avec tous ceux qui connaissent la même situation, c'est-à-dire le peuple breton.

Paul Guéguénat

Enquête de la fédération de Cornouaille



Une inquiétude qui grandit de jour en jour...

Ici à Quimperlé, devant la S.A.F.

ACTIME - SAINT-MALO

BATAILLE POUR L'EMPLOI

Actime - Saint-Malo : 73 licenciements quinze jours avant Noël. C'est encore une bataille pour l'emploi qui s'est engagée dans les deux usines malouines d'une entreprise de cinquante salariés dont le siège est à Dreux et les bureaux dans le complexe ultra-chic de la colline Saint-Cloud. Actime - Saint-Malo, c'est encore une fois l'histoire des travailleurs qui payent la désinvolture d'un patronat incohérent, qui a embauché une trentaine de directeurs et sous-directeurs, qui possède un ordinateur mais pas de programmeur, qui a voulu concurrencer, dans le domaine des chaudières, Chappée et Francia, achetant de quoi produire mille unités, mais ne réussissant à en vendre aucune ! Elles sont actuellement en train de pourrir à l'extérieur de l'usine...

C'est aussi l'histoire de travailleurs qui payent le gaspillage de l'Etat, qui, actionnaire à 21 % par l'intermédiaire de l'I.D.I. et de la SODERO, n'a jamais effectué le moindre contrôle.

M. Mojack, responsable C.G.T. d'Actime n'est nullement résigné : **- La procédure employée pour le licenciement n'est pas correcte. Les syndicats auraient dû contacter le comité d'entreprise et envoyer une lettre à l'inspecteur du travail. Ils ne l'ont pas fait. On nous promet bien sûr nos primes d'ancienneté, notre prime de licenciement ; on nous promet d'être à 90 %, c'est-à-dire d'être**

- licenciés pour cause économique », mais on n'a rien vu venir pour le moment. On occupe les locaux, mais le gros problème, c'est de populariser notre lutte ».

Le 12 décembre, lors de l'opération « portes ouvertes » à l'usine, les ouvriers ont exposé les machines de nettoyage à sec qu'ils ont construites, avec les noms des clients auxquels elles ont été vendues.

« L'usine était viable, donc ; actuellement, on a cinq milliards de commandes ».

Et cependant les capitalistes ferment, avec ce culot de laisser dire que les salaires étaient trop élevés quand leur moyenne est, à Saint-Malo, de 2 100 F. par mois...

Section U.D.B. de St-Malo.



Le Peuple Breton/Y. Quéhéhé

CARNAUD - NANTES = VIVRE AU PAYS

112 licenciements et en toile de fond le démantèlement à terme d'une des plus anciennes industries de la région nantaise qui emploie 950 personnes. Tel est le projet de la Société Carnaud qui est en France le plus important fabricant d'emballages métalliques pour les produits tant alimentaires qu'industriels. Carnaud c'est aussi 8 usines implantées en France dont 2 en Bretagne : Nantes et Concarneau et d'autres à l'étranger.

L'annonce des licenciements a provoqué une riposte immédiate de la part du personnel de l'usine de Nantes qui a multiplié les contacts auprès des pouvoirs publics et des municipalités concernées. C'est ainsi que le conseil général a voté un vœu contre les licenciements tandis que les mairies de Nantes, Couëron, Basse-Indre, St-Herblain les ont assuré de leur soutien, d'autant que l'annonce de ces licenciements est accompagnée de celle non déguisée du transfert de l'usine de Nantes dans

le Val de Loire. Ainsi se confirme une fois de plus le projet de démantèlement de la Bretagne. Quoi qu'il en soit il est certain que la fermeture éventuelle de Carnaud S.A. rencontrerait une forte opposition dans la population. Mais si l'opinion nantaise s'est émue de cette menace il n'en a pas été de même pour le Directeur Départemental de la main-d'œuvre qui au cours d'une entrevue avec les syndicats considérait les bretons : « particulièrement mobiles, témoin le grand nombre d'entre eux travaillant à Paris ! ». Il semble évident qu'au delà d'Angers et hors d'un « croissant fertile » qui s'étend vers l'Est (selon les termes d'un journaliste local) rien ne soit viable pour ces messieurs du pouvoir et du patronat.

Et pourtant rien ne le prouve : les syndicats considèrent que cette situation est montée de toutes pièces : ce serait la difficulté de trouver des marchés qui ferait apparaître un

bilan déficitaire, alors que dans le même temps on rétrocède des commandes à d'autres. Les travailleurs de chez Carnaud ne sont pas responsables de cela, ils veulent travailler. Qu'on leur donne du travail ! Les cadres C.G.C. n'hésitent d'ailleurs pas à qualifier les arguments patronaux de peu sérieux et signalent l'absence de dynamisme de la direction pour trouver de nouveaux débouchés.

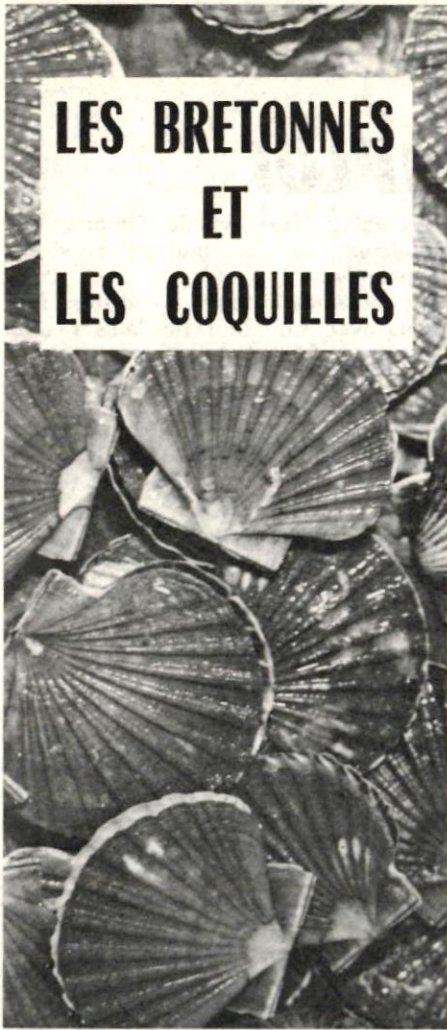
Pour la population nantaise qui a si fortement exprimé, le 23 octobre dernier, sa volonté de travailler au pays, il n'est pas possible d'accepter une telle solution. Le combat des ouvriers de chez Carnaud rejoint celui de tous les travailleurs bretons, donc celui de l'U.D.B. pour instaurer une société socialiste où la volonté de donner du travail aux hommes s'accompagnera d'un véritable plan qui permettra effectivement de :

« Vivre et travailler au Pays »

Jean Renaud

LES BRETONNES ET LES COQUILLES

Le Peuple Breton



Les "Affaires maritimes", vous connaissez ? C'est un service officiel de notre bonne République française, l'ancienne Inscription maritime... Un endroit, donc, où à l'occasion peuvent s'exprimer ou se laisser découvrir des opinions officielles.

C'est ce qui rend d'autant plus intéressant le document que nous reproduisons en partie ci-dessous. Il s'agit d'un rapport de la section économique du Quartier de Dieppe des Affaires maritimes, consacré à la campagne 73-74 de la pêche à la coquille Saint-Jacques.

On y signale que dans la région normande la coquille en question est l'affaire d'une coopérative maritime qui regroupe 34 chalutiers et qui vend un tiers de ses produits à l'état frais. Pour le reste, il y a heureusement le débouché constitué par les conserveries bretonnes qui traitent ce coquillage en boîte ou en surgelé...

Pourquoi la Bretagne, direz-vous, si loin de Dieppe ? Le rapport des Affaires maritimes est d'une cynique franchise : parce qu'il est aisé d'exploiter la main-d'œuvre féminine bretonne. En revanche une pareille exploitation s'est révélée impossible en Normandie même : songez qu'à Dieppe au cours d'un "essai malheureux" le personnel exigeait des heures de travail fixes, exigeait aussi d'être payé au S.M.I.C. (horreur !). Tandis que les Bretonnes non syndiquées, elles...

En outre, les 2/3 de la production de coquilles sont expédiées dans les conserveries Bretonnes qui les nettoient soit en boîtes, soit en congélation, soit en surgélation. Le choix de la Bretagne est justifié par une main d'œuvre souple qui ne pose pas de problème, car elle est adaptée. En effet, cette main d'œuvre est composée presque exclusivement de femmes qui ne viennent travailler que si elles le veulent, le volant de personnel absent est de 30 à 40%, ce personnel est payé en fin de journée en fonction du travail fourni. La productivité est bonne et le syndicalisme inexistant. Cependant un essai a été effectué à Dieppe la main d'œuvre était payée au rendement, certaines personnes arrivaient à gagner 1800 Frs par mois, mais d'autres produisaient peu mais devaient être payées au S.M.I.C. d'où une augmentation du prix de revient. Ce qui faisait perdre la compétitivité du produit sur le marché et réduisait la marge bénéficiaire.

On dira encore après cela que l'U.D.B. "exagère" lorsqu'elle parle de surprofit capitaliste et de surexploitation coloniale. Et pourtant, Messieurs nos censeurs, n'est-ce pas là un exemple frappant (un de plus !) de la vérité de nos thèses ? Il faudrait vous triturer la coquille pour prouver le contraire !

CHIFFRES POUR UN COMBAT

- 14 octobre 1976, naufrage du pétrolier "Boehlen" près de Sein.
- 25 hommes et femmes d'équipage périssent en mer.
- 9 ans après le "Torrey Canyon", 1 an après l'"Olympic Bravery", nouvelle marée noire en Bretagne.
- En mer, la marine déverse des centaines de fûts de détergents nocifs, pour "neutraliser" les nappes.
- A la côte, 400 militaires et 50 chômeurs ramassent le pétrole à la pelle.
- 5 kilomètres de barrages inefficaces sont posés en rade de Brest et en Pays Bigouden.
- Mais, des Abers à la Laïta, près de 500 kilomètres de rivage sont souillés à divers degrés.
- 3 hommes sont tués et 1 autre blessé au cours des opérations en mer (traitement des nappes, colmatage).
- Des centaines d'oiseaux, des phoques sont mortellement touchés par le mazout.
- 75 jours après le naufrage, le pétrole fuit toujours : le colmatage ne tient pas et les "autorités" ne savent quoi faire.
- Le coût officiel des opérations déjà menées est estimé à 1,2 milliard d'anciens francs.
- On renonce à pomper le mazout restant dans l'épave : cela coûterait encore 2 à 3 milliard d'anciens francs.
- Mais 9 000 tonnes sont encore susceptibles de s'échapper des cuves du Boehlen...
- ...et moins de 1 000 tonnes ont suffi pour provoquer tout ce gâchis.
- 400 millions de tonnes de pétrole frôlent chaque année les côtes de Bretagne : les Bretons supporteront-ils longtemps de n'en récolter que les marées noires ?

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont gratuites pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emploi en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDES D'EMPLOI

• J.F. 24 ans, bac A2 et niveau DUEL Anglais cherche emploi région Concarneau - Quimper, cause mutation mari. 3 ans expérience professionnelle.

Ecrire ou téléphoner à : Madame CATHERINE, 48, rue des Renardières 44100 NANTES - Tél. 16.40.71.16.85 poste 40.

• Jeune femme 37 ans, exp. librairie, hab. resp., cherche emploi Nantes même temps partiel, accepte propositions hors contexte commerce.

NICOLAS Anne, 1, rue Georges Chartrin, 44200 NANTES.

• Directeur Foyer Socio-Educatif, 33 ans, marié, 2 enfants, éducateur spécialisé 1970, 9 ans d'expérience dont 3 ans maison d'enfants, 1 an semi-liberté, 4 ans direction foyer adolescents, cherche poste travail, si possible triangle Brest - Quimper - Douarnenez.

G. LALARDY, 3 av. de l'Europe, 91200 ATHIS-MONS.

RAFLES POLICIERES

DEUX INTERPELLES TEMOIGNENT

Ça devient presque un rite : à intervalles assez réguliers, les policiers du S.R.P.J., souvent aiguillonnés ou court-circuités par leurs collègues parisiens effectuent des rafles dites anti-F.L.B., et qui ont cette propriété en commun de systématiquement frapper à côté de la plaque, mais de jeter la suspicion sur des militants bretons. Le peuple breton a rencontré deux des interpellés de l'automne dernier, qui ont accepté de témoigner tout en demandant l'anonymat, ce que nous comprenons fort bien.

PB Vous attendiez-vous à être arrêtés ?

A partir du moment où on n'est pas d'accord avec certaines choses et où on le dit, on peut s'attendre à être inquiété. Nous étions membres du comité de défense contre les implantations militaires (canton de Châteaulin). Il est connu que ce comité a toujours mené une lutte légale contre l'implantation d'une caserne à Ti-Vougeret. Même cette action menée par la population locale était suspecte aux yeux de la police.

PB Quand et comment avez-vous été arrêtés ?

Le mardi 19 octobre à 7 heures du matin, par cinq inspecteurs de la P.J. Ils avaient une commission rogatoire concernant un communiqué du F.L.B.-A.R.B. appelant à la lutte armée. Ce papier leur a donné le droit de perquisitionner chez nous et de nous embarquer. Après avoir passé deux heures à la gendarmerie de Châteaulin et à peu près autant à Kemper, on a été déférés à Rennes.

Pendant la perquisition, ils ont emporté un dossier contenant des coupures de presse concernant le problème breton en général, des brochures et des tracts du comité de défense contre les implantations militaires.

Il n'y avait donc aucun motif de nous envoyer à Rennes.

PB Comment se sont déroulés les interrogatoires ?

On s'est aperçu très vite que le motif invoqué pour notre arrestation n'était qu'un prétexte.

On nous a demandé si on avait participé à la rédaction du communiqué F.L.B. dont évidemment nous ignorons l'origine. Nous nous demandons même s'il ne s'agit pas d'une manœuvre policière pour justifier une accentuation de la répression en Bretagne.

En fait l'interrogatoire n'a pas porté sur ce communiqué, dont, d'ailleurs,

on ne nous a montré qu'une photocopie illisible.

Ce qu'ils veulent avoir, c'est des dossiers précis sur les gens et leurs activités. On a été interrogés longtemps sur notre participation au comité de défense. Avec ça, tout un tas de questions personnelles qui n'ont rien à voir avec des activités politiques, par exemple des questions sur notre travail, notre vie personnelle, etc... Nous avons été choqués par cette intrusion dans notre vie privée.

PB Quant à la légalité de l'interrogatoire lui-même, que pensez-vous ?

Nous avons été interrogés sur plusieurs commissions rogatoires à la fois, c'est-à-dire sur des affaires très éloignées du motif de notre interpellation, nous aurions dû être légalement relâchés entre chaque commission rogatoire.

Par ailleurs les horaires d'interrogatoire ne sont pas respectés. Nous avons été interrogés jusqu'à 9 heures du soir.

D'autre part nous avons été soumis aux fiches anthropométriques (photos de face, de profil, empreintes de tous les doigts, etc...), légalement, ces fiches ne peuvent être établies que s'il y a inculpation. On a donc été traités dès le départ comme des coupables.

Pour eux, le fait de connaître ses droits est déjà un signe de culpabilité.



le Peuple Breton / Fulub

En réalité, sur place, il n'y a pas moyen de se défendre, de faire valoir ses droits.

PB Quelles sont pour vous les conséquences de cette garde à vue ?

Nous avons perdu le bénéfice de plusieurs jours de travail ; sans compter le risque de perdre son travail. Une fois à Rennes, on est mis au secret et dans l'impossibilité de prévenir quiconque de notre absence. Dans un passé récent, un employé de la S.N.C.F. a perdu son emploi pour ces raisons.

D'autre part, il faut parler du préjudice moral. Une garde à vue n'est pas une inculpation et pourtant la presse quotidienne présente les personnes arrêtées comme des coupables. Ce sont des manœuvres qui visent à nous intimider et à nous isoler par rapport aux gens qui nous entourent. Tout est fait pour entretenir la méfiance à notre égard.

Propos recueillis
par Bertrand Borne

La caricature du mois

De NONO, dans Ar Skloum, organe de l'U.D.B. Centre-Bretagne.

**L'HOMME
DU MOIS:
JOB
LAK-E-BARRE**





Le Peuple Breton/Y. Quéhéhé

Les Bretons devront s'accommoder du chômage

L'AVEU DU 7^e PLAN

LES piètres résultats du 6^e plan en Bretagne n'empêchent pas les technocrates et les notables qui leur emboîtent le pas de partir la fleur au fusil pour le 7^e. Dans le dernier numéro (1) du Peuple Breton, Jean-Jacques Monnier faisait le bilan du 6^e plan pour les 4 départements de la région Bretagne. Ce mois, il prolonge son étude en présentant, d'après les chiffres et commentaires officiels, les projets du 7^e plan qui n'a même plus ce caractère « d'impérieuse nécessité » que lui assignait De Gaulle, mais qui représente à peine une mort lente accompagnée.

La base du départ du 7^e plan (1976-1980) était un rapport officiel d'orientation qui évaluait à 1 million 25 000 le nombre d'actifs dans la « région » de Bretagne. En fait, en raison de la crise et des insuffisances du 6^e plan, le nombre d'emplois réels est voisin de 986 400, soit une surestimation d'environ 40 000. Les résultats du recensement de 1975 permettaient aisément de corriger l'erreur. L'objectif du « plan de développement et d'aménagement » (P.D.A.) de la Bretagne est de créer 80 à 90 000 emplois, total nécessaire, selon l'administration, « pour assurer le plein emploi et connaître un développement économique comparable à la moyenne nationale ». Le plan ne donne aucun tableau prévisionnel ; on ne sait donc pas comment le pouvoir espère y parvenir. Le rapport d'orientation prévoyait le scénario suivant :

population agricole :	— 30 000
emploi industriels nets :	+ 16 000
emplois tertiaires résultants :	+ 64 000
évolution des actifs :	+ 50 000

La population active bretonne passerait donc à un million et 36 000 emplois, soit une croissance lente. La population active disponible étant estimée à 1 million 90 000, il y aurait encore 50 000 chômeurs et émigrants, ce qui n'entraînerait aucune amélioration au chômage actuel, au contraire.

LA POUDRE AUX YEUX

Or, si l'on se fonde sur la création d'emplois industriels et tertiaires depuis

1968, on s'aperçoit que le rapport des premiers au second n'est que de 1 à 3 : pour un emploi industriel créé, il y a eu 3 emplois tertiaires nouveaux (commerce, services, administrations). Compte tenu de l'âge élevé de beaucoup d'agriculteurs, on aurait alors l'évolution suivante :



1e Peuple Breton

*Heureux à Rospez, aujourd'hui...
Le septième plan leur permet l'exode ou le chômage,*

secteur primaire :	— 40 000
industrie :	+ 16 000
tertiaires :	+ 48 000
population active :	+ 24 000

avec cette hypothèse, encore optimiste, des 3 200 emplois industriels nouveaux chaque année, on arriverait à une population active de 1 million et 10 000 environ. Or la population active disponible est d'environ 1 million et 25 000 personnes en 1976. La différence entre le nombre d'actifs disponibles et le nombre d'actifs effectifs constitue, en fait, le nombre de chômeurs (38 500). Dans les 4 ans qui viennent, la « population disponible à la recherche d'un emploi » risque fort d'augmenter de 7 à 8 000 par an, ce qui donnerait, d'ici 1980, 32 000 chômeurs ou émigrants forcés supplémentaires. En tenant compte des 24 000 emplois nouveaux prévisibles, le chômage atteindrait 45 à 50 000 travailleurs. Le scandale est là : **le 7^e plan accepte et aggrave le chômage en Bretagne**. Il ne prévoit aucune mesure impérative qui rapprocherait le nombre d'emplois créés du nombre de demandeurs d'emploi. L'émigration des jeunes Bretons, dans cette perspective, ne peut que continuer. Pessimisme ? Le modeste plan présenté ci-dessus doit être réalisé avec l'aide d'investissements de l'Etat appelés « Programme d'action prioritaires » (P.A.P.). Or, dès 1976, le budget d'austérité adopté ne tient pas compte de ces programmes, qui ont donc déjà près d'un an de retard.

UNE MORT LENTE ACCOMPAGNÉE

Un 6^e plan très partiellement réalisé et qui a échoué dans ses objectifs pour la Bretagne, une situation de marasme économique sans précédent, un 7^e plan purement indicatif et qui s'accommode en fait du chômage : telles sont les réalités que révèle l'étude des rapports officiels. Avec l'U.D.B., il faut **dénoncer** les plans gouvernementaux, qui, tous les 5 ans, constatent le développement du chômage et de la dépopulation en Bretagne. Et **exiger un plan démocratique**, élaboré par une assemblée bretonne élue au suffrage universel et appliqué par un **exécutif breton** muni de larges pouvoirs. Mais cela suppose d'importants changements

de politique et de mentalités, tant à Paris qu'en Bretagne. En attendant, les plans successifs se contentent d'accompagner la mort lente, économique et démographique, de notre pays, futur « poumon vert » et base d'expérimentation militaire pour l'Europe riche capitaliste. A moins que...

J.J. MONNIER.

(1) envoi contre 2 F en timbres à : Peuple Breton, B P 304 29273 Brest-Cédex.

F.R.3 RENNES : LA LIBERTÉ EN QUESTION

LES organisations syndicales de F.R.3 (SNJ, SURT, SNCGT) de la station « Bretagne-Pays de Loire » étaient en grève le 24 novembre et ont tenu à cette occasion une conférence de presse où, après avoir exigé l'ouverture immédiate de négociations pour l'application des conventions collectives au niveau hexagonal, les syndicats ont tenu à préciser les problèmes spécifiques à la station « régionale ».

Mais le plus grave se situe évidemment dans le domaine de la liberté d'expression et du droit des Bretons à une information objective et complète. L'actualité récente est là pour le prouver. Alors que la station de Nantes était en grève, on diffusait sur les antennes des « Pays de Loire » un programme fabriqué par la station de Rennes. Mais ni ce jour-là, ni les autres fois, les téléspectateurs bretons n'ont pu être informés des raisons de ces mouvements de grève — à moins de lire attentivement... la presse écrite ! De même à Rennes, lors de la grève, on a comblé l'attente avec un magazine des sports... d'Ile-de-France ! Ce sont là des atteintes délibérées au droit de grève et plainte a été déposée par les syndicats de journalistes.

Lors de la dissolution du conseil de Saint-Malo, à la suite de la condamnation du réactionnaire Planchet pour prévarication, les téléspectateurs bretons ont été délibérément sous-informés. Tandis qu'« Antenne 2 » était sur place 2 à 3 heures après la dépêche, avec avion-taxi et utilisation des moyens techniques de la station de Rennes, cette même station s'est vue priver de toute possibilité d'intervenir. Alors que les journalistes de F.R.3 avaient cependant obtenu que 2 conseillers municipaux malouins viennent s'expliquer à l'antenne à Rennes, il y a eu interdiction pure et simple de passer l'interview.

F.R.3 qui aurait un rôle essentiel à jouer en matière d'information locale et municipale est systématiquement bridé sur place, et téléguidé depuis Paris. Ainsi, si on s'est complaisamment étalé sur la mort de Gabin, en revanche le journaliste chargé récemment de l'émission « Vivre à Morlaix », parti le matin, devait être entré le soir et entre temps avoir fait 12 à 15 minutes d'émission ! Pour la manifestation « Vivre au pays » de Nantes, le film muet de 40 secondes, réalisé par un correspondant, a été accompagné d'un commentaire effectué par quelqu'un qui n'a pas sa carte de presse.

Qui ? Et pourquoi ce refus de donner la parole aux journalistes professionnels ? Poser la question, c'est y répondre.

Car chacun sait que la censure politique existe tous les jours, chacun sait que le directeur du B.R.I. (Bureau Régional d'Information) M. Le Garrec a été nommé pour favoriser les partis majoritaires lors des municipales, chacun sait que Glenmor a été interdit d'antenne à Noël, dans une émission de variété, en raison de ses opinions politiques et de son caractère non-conformiste !

Pour que les travailleurs de la télévision locale puissent décemment exercer leur métier ; pour que les téléspectateurs bretons voient les émissions auxquelles ils ont le droit ; pour que cessent les scandales de la sous-information au rabais et de la censure ; pour que soit levée l'insultante tutelle de Paris et du pouvoir politique et financier ; il faudra encore de durs combats, des combats politiques. L'U.D.B. tiendra sa place dans ces luttes : le régime actuel, qui nous interdit pratiquement à la télévision, nous en avons nous aussi — comme les syndicalistes de F.R.3 l'ont dit souvent — « ras-le-bol ».

R.L.

(Enquête de Monig Rannou).

Des livres bretons dans les plus importantes Bibliothèques Publiques du Monde : LE COMITÉ INTERNATIONAL POUR LA SAUVEGARDE DE LA LANGUE BRETONNE



A. I. S. B. L.

Le Comité International pour la Sauvegarde de la Langue Bretonne a été créé à Bruxelles le 7 novembre 1975, afin de montrer que le danger mortel qui menace la langue et la culture bretonnes ne sensibilise pas uniquement le peuple breton lui-même, mais que, partout dans le monde, des gens de toutes opinions ressentent personnellement la perte irréparable que constituerait pour l'humanité la mort de cette langue et de cette culture. Toute culture qui meurt, si mineure soit-elle ou veut-on la considérer, est une perte irréversible.

La volonté d'un très grand nombre de Bretons d'obtenir le droit et la possibilité de pratiquer leur langue, de l'enseigner à leurs enfants et de lui rendre une dignité perdue dans leur vie quotidienne a été clairement et à maintes reprises exprimée. Le Comité International pour la Sauvegarde de la langue bretonne se donne pour mission d'informer l'opinion publique française et internationale de cette volonté et de la justice élémentaire qu'il y a à la satisfaire. Il se donne également pour mission d'attirer l'attention du gouvernement français, lequel se targue depuis toujours de sa tradition d'humanisme et de démocratie, sur la responsabilité qui est sienne, dans une de ses régions juridictionnelles, face au danger qui menace la langue et la culture bre-

tonnes, et face aux justes doléances du peuple breton, exprimées par l'entremise de ses représentants politiques et de ses associations culturelles et sociales.

Après un an d'existence, et en dépit de ses moyens matériels réduits, le Comité International pour la Sauvegarde de la langue bretonne a pu rassembler plus de quatre cent membres, appartenant à une trentaine de nations.

Il a mené une vigoureuse campagne d'information à travers la presse ainsi qu'auprès des autorités internationales, tant de la C.E.E. que de l'O.N.U. où elle a pu intervenir près du Président de la Sous-Commission contre les mesures discriminatoires et pour la protection des Minorités.

Il a créé, afin d'attester et de réaffirmer annuellement l'existence et la vitalité de la littérature bretonne, un prix littéraire récompensant une œuvre publiée en breton. Un exemplaire du livre primé, sera chaque fois offert aux plus importantes bibliothèques publiques du monde entier, et en particulier à celles de Moscou, Pékin, New-York ou Londres.

Pour prendre contact avec le comité de ce prix littéraire, les auteurs et éditeurs bretonnants peuvent s'adresser au C.I.S.L.B. — 11-13, Parvis de St-Gilles, B — 1060 BRUXELLES (Belgique).

LA LUMIÈRE VENUE D'ALLEMAGNE

Il faut reconnaître que, le soir d'automne où la Bretagne fut plongée dans les ténèbres en plein milieu du « Jour le plus long » personne, sur le moment, ne soupçonna l'E.D.F. d'avoir eu une idée lumineuse, loin de là !

Ses noirs desseins n'apparurent que le jour levé quand un responsable, chaussant ses gros sabots au saut du lit, déclara tout de go que ce genre d'ennuis n'existerait plus si l'on se décidait à construire une centrale nucléaire. Ce qui semblait prouver qu'à défaut d'avoir du courant, E.D.F. au moins des idées qui, pour être machiavéliques et ténébreuses, n'en étaient pas moins originales.

Hélas ! originales, elles ne l'étaient même pas, car le coup avait déjà été fait ailleurs ; très précisément à Fribourg, près de la centrale de Wyhl, le 12 mars 1975, à 20 h 41, juste avant la retransmission d'un match de foot, et la décision avait été prise le 20 janvier en présence du ministre C.D.U. Eberle.

Voilà un nouvel éclairage sur une sombre affaire où il apparaît que les dirigeants d'E.D.F. ne sont pas tous... des lumières.

J. G.

de Bretagne

LORIENT : même les cliniques ferment !

Une clinique chirurgicale moderne vient de fermer ses portes, alors qu'il manque plus de cents lits chirurgicaux dans la région de Lorient.

Actuellement, une partie des 44 licenciés, nullement responsables de la mauvaise gestion de l'établissement, occupent les locaux pour exiger leur réouverture.



VŒUX EN FAVEUR DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE DE LA BRETAGNE

Les conseils municipaux de Lorient, Rouans et du Poulguen ont réclamé la réunification administrative de la Bretagne « considérant que le découpage des régions ne prend pas en compte les limites de la Bretagne historique et impose un cadre de vie artificiel. »



SAUVETAGE DES OISEAUX MAZOUTES

A Brest, une équipe de bénévoles a organisé une clinique, qui sous les conseils de vétérinaires permet de soigner les oiseaux victimes de la pollution du Boehlen.



L'EMPLOI EN BRETAGNE :

En fin d'année 1976, le niveau de chômage s'avère supérieur à celui de 1975.

10 550 demandes d'emplois ont été enregistrées en novembre 1976 contre 8 591 pour le même mois de l'année précédente.

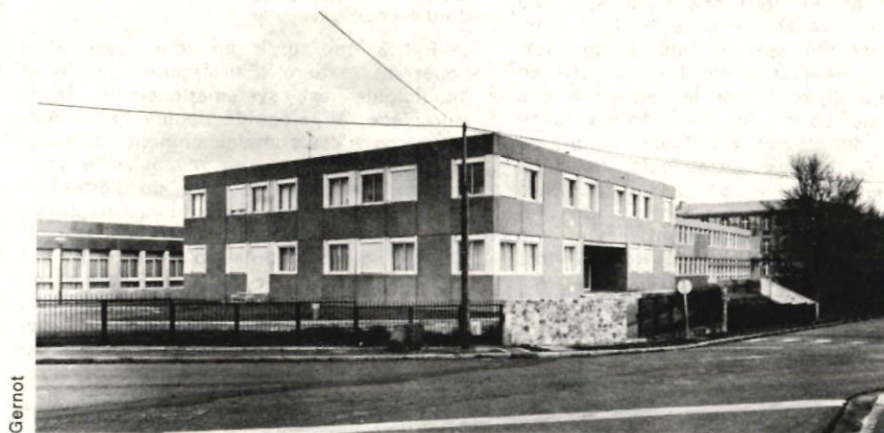
- 53 % de ces chômeurs sont des jeunes de moins de 25 ans
- le Morbihan reste le département breton le plus touché pour l'augmentation des demandes non satisfaites.

FINISTÈRE

BREST :

SUPPRESSIONS DE POSTES DANS L'ENSEIGNEMENT

Une « astuce administrative » risque de mettre en péril dix postes d'enseignants. Il s'agit en effet de fusionner deux C.E.S., celui des 4-moulins et celui du lycée Ronarc'h, tout en maintenant deux établissements séparés dans la ville.



Gernot

Les syndicats d'enseignants F.E.N. et S.N.E.S., ainsi que l'association des Parents d'Elèves « Cornec » craignent que cette fusion se traduise par une surcharge des effectifs des classes, par des problèmes de surveillance et de sécurité des élèves. Les gonflements de l'effectif de chaque classe risquent de se traduire par la suppression de dix enseignants par le même nombre total d'élèves. Encore une contradiction entre les propos du ministre préconisant les petites unités scolaires, et la réalité administrative.

LOIRE-ATLANTIQUE

NANTES :

DE L'ORDRE MORAL AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

L'éducateur Nantais Léon Lanoë a été condamné à quatre mois de prison avec sursis à Nantes, condamnation confirmée en appel, à Rennes en décembre. Motif : « excitation de mineurs à la débauche » ; réalité : les avoir aidés à assumer leur sexualité par la contraception.

Du coup les insinuations n'ont pas manqué, sur les « éducateurs à cheveux longs », sur « les amis des voyous », et certains élus de Loire-Atlantique n'ont pas manqué de joindre leurs voix à ce concert.

Léon Lanoë appartenait à une association qui employait 25 personnes. Or le licenciement de ces 25 personnes vient d'être prononcé, l'association ayant été acculée à la faillite par suppression des subventions et dissolution du Conseil d'Administration, sous la pression des notables nantais.

On a choisi un prétexte (on aurait pu en choisir un autre) pour supprimer le travail de ces salariés qui soutenaient les revendications de la population locale.

Chronique réalisée ce mois-ci avec la collaboration des Fédérations U.D.B. de Brest, Centre-Bretagne, Pays de Lorient, Rance-Penthièvre et Rennes

MOR-BIHAN

LORIENT :

A LA S.B.F.M., LA REPRESSION A ECHOUÉ

Après cinq semaines de lutte exemplaire (1 à 1 h 30 de débrayages par jour), les travailleurs de la S.B.F.M. (voir n° d'octobre) Z.I. de Kerpont, ont décroché un accord de rattrapage de salaire sur la Régie Renault étalé sur 6 ans.

Pendant ce conflit, la direction aux ordres de Paris s'est distinguée, surtout en matière de répression.

Elle a assigné le secrétaire général du syndicat C.G.T. devant le tribunal pour qu'une banderole et une sonorisation installées dans l'enceinte de l'entreprise soient élevées.

Elle a fréquemment fait appel à des huissiers pour intimider ou pour provoquer les travailleurs.

Autres menaces : retarder le versement des salaires sans en avertir le Comité d'Entreprise, et prendre de nombreuses sanctions en particulier licencier deux militants C.G.T.

Parmi ces deux militants figurait l'ancien délégué du personnel C.G.T. de l'entreprise Bahuon qui nous accorda une interview publiée dans le P.B. de juin 76, (ce qui nous vaut actuellement un procès qui d'ailleurs est reporté une nouvelle fois par Monsieur Bahuon).

Grâce au rapport de force, la Direction qui aurait aimé impressionner les travailleurs avec ces deux « otages » a dû revenir sur sa décision en fin de conflit.

COTES-DU-NORD

PLEVIN :

DEPOT DE BILAN AUX ARDOISES DE KERVOALZÉ

Bilan : 35 emplois supprimés ! Et cette fermeture pourrait n'être que le prélude à un effondrement de l'industrie de l'ardoise en centre Bretagne. En effet, rien n'a été entrepris, malgré les promesses du sous-préfet de Guingamp, pour résoudre la crise de l'ardoise due essentiellement à la concurrence de l'ardoise espagnole (40 % moins chère). Résultat : les 4 000 T produites chaque année s'écoulent difficilement alors que la consommation bretonne s'élève à 50 000 T.

ILLE-ET-VILAINE

SAINT-SULIAC :

LE « JUSTE DROIT DES PLAISANCIERS ! »

Il y a, dans la région de Saint-Malo, un rédacteur d'Ouest-France qui ne manque pas de souffle. Alors qu'on cherche à implanter à Saint-Suliac une installation industrielle, bien modeste puisqu'il s'agit d'un centre de traitement des huîtres, il n'hésite pas à écrire que cette activité « constituera un obstacle de plus à l'activité des pêcheurs plaisanciers ! » On en arrive donc à cet aveu de taille : la présence des Bretons au travail est nuisible au repos des citoyens aisés ; il fallait quand même oser le dire, d'autant qu'il insiste en réclamant le « droit des pêcheurs plaisanciers à exercer normalement un loisir dont ils ont besoin ».

Brèves

BREST, PREMIER PORT MONDIAL D'EXPORTATION DU POULET

La vente des poulets bretons aux pays arabes ne cesse de croître depuis 1970, le Maroc étant le premier client. Les poulets emballés et congelés sont acheminés sur Brest d'où ils sont exportés vers le golfe persique ou le canal de Suez. Avec 50 000 tonnes par an, Brest est devenu le premier port mondial exportateur de poulet.



Gernot

PB

CULTURE :

Pour se promouvoir la littérature honnête à l'étranger, les éditions Corvina âgées d'à peine deux décennies ont édité à ce jour quelque 2 500 titres dans un très grand nombre de langues étrangères dont le gallois.

PB

AGRICULTURE :

Après la culture du chanvre destiné à l'industrie textile, la Bretagne oriente désormais sa production vers le chanvre pour la pâte à papier. Une forte augmentation de la production est prévue en 1977 pour satisfaire les besoins des papeteries.

PB

ALIMENTS SURGELES :

LA BRETAGNE

DEUXIEME REGION PRODUCTRICE

La Bretagne avec 40 000 tonnes de produits surgelés destinés à la consommation humaine occupe les premiers rangs parmi les autres régions productrices françaises. Elle se trouve en tête en ce qui concerne les poissons et les crustacés.



Gernot

La vie de l'U.D.B.

Six mois d'une campagne exceptionnelle

UNE CHARTE,

UN PARTI POUR LE PEUPLE BRETON

Soigneusement préparée lors des 3 dernières séances du Bureau Politique de l'U.D.B., et par son Comité Directeur de décembre, une grande campagne d'adhésions a commencé le premier janvier.

L'U.D.B. a beaucoup de sympathisants, elle intéresse beaucoup de Bretons et de non-Bretons travaillant en Bretagne. Ses analyses, ses slogans sont repris par d'autres, parfois même accaparés avec une absence de référence qui nous ferait quelquefois marquer du dépit si nous ne savions que l'important, c'est le passage des idées.

L'U.D.B., incontestablement, c'est devenu important dans la Bretagne de 1977, même si son action est souvent passée sous silence parce qu'elle gêne, parce qu'elle est un élément de la vie politique qui ne peut avoir d'équivalent dans les autres régions de la France, parce que son existence même matérialise la spécificité de la Bretagne.

Il arrive cependant qu'au nom de l'efficacité, on retarde son adhésion à l'U.D.B., se disant qu'un parti de gauche de plus grande envergure, ayant des leaders « cotés dans les sondages », atteindra plus vite le pouvoir. Nous pensons, nous, qu'un parti de gauche fort, nombreux, organisé est nécessaire à la Bretagne, que son existence et sa prise en compte par la gauche sont un élé-



ment d'équilibre indispensable. Adhérer à l'U.D.B., ce n'est pas contribuer à disperser la gauche, c'est donner à son combat une dimension supplémentaire.

On nous dit également qu'adhérer à l'U.D.B., c'est entrer dans un parti "presse-citron", où le militantisme est quelque peu dévorant. Certes, cela a été vrai, dans les années où il s'agissait de tenir, financièrement, où il fallait s'imposer dans un contexte souvent hostile. Ça ne l'est plus. Maintenant, adhérer à l'U.D.B. n'implique plus qu'on renonce à quoi que ce soit; cela signifie simplement que l'on soit d'accord avec la charte ci-contre.

C'est ce que nos militants vont

expliquer, dans cette campagne d'adhésions qui durera six mois et qui culminera lors de la troisième fête du Peuple Breton les 25 et 26 juin à Morlaix.

100 000 dépliants ont été édités, 10 000 affiches, dont 2 000 géantes. 100 réunions publiques seront mises sur pied dans les fédérations. C'est un effort considérable qu'a engagé l'U.D.B. dans cette campagne "Une charte, un parti pour le peuple breton". Si vous pensez que les treize points de cette charte servent à bâtir l'avenir, alors votre place est avec nous. Ensemble, nous construirons la Bretagne socialiste de demain.

J.G.



MORT D'UN CAMARADE

Notre camarade Edouard Almand est mort à l'âge de 54 ans à la suite d'une longue maladie. A ses obsèques qui ont eu lieu le 11 décembre dernier à Saint-Malo, la section de Saint-Malo et la Fédération de Rance-Penthièvre de notre parti étaient représentées, et nous prions les proches de notre camarade d'accepter les condoléances fraternelles de tout notre Parti.

" Vivre en Centre-Bretagne ", avec l'U. D. B.

C'est le thème d'une série de réunions-débats organisées par la fédération U.D.B. du Centre Bretagne à partir d'un montage audio-visuel sur l'emploi des jeunes dans la région et d'une brochure largement diffusée par la fédération, DESERT OU TERRES D'AVENIR.

Avec Gouarec et Languenet, c'est au total quelques 300 personnes qui sont venues à Rostrenen, Carhaix, Huelgoat, Poullaouen, Scrignac, discuter avec l'U.D.B. de l'exode, de la désertification, de la surexploitation et des solutions proposées par notre parti.

De nouvelles réunions sont prévues au début de l'année à Callac, Châteauneuf, Plouyé, Landeleau, Gourin, La Feuillée...

La Charte de l'U. D. B.

- 1 — L'U.D.B. est un parti rassemblant les Bretons et amis de la Bretagne conscients de la vocation nationale de la Bretagne et convaincus de la nécessité de construire le socialisme dans leur pays. Elle fonde son action sur la lutte de classes.
- 2 — L'U.D.B. combat pour l'établissement d'un régime démocratique dans lequel les classes travailleuses assureront le pouvoir.
- 3 — L'U.D.B. combat pour la défense et le développement de la personnalité du peuple breton sur les plans économique, social et culturel, donc politique.
- 4 — L'U.D.B. affirme la nécessité de la disparition du capitalisme et combat pour l'appropriation collective des moyens de production et de distribution par les travailleurs.
- 5 — L'U.D.B. affirme la nécessité d'une planification socialiste de l'économie, au service des travailleurs, avec contrôle et décisions démocratiques.
- 6 — L'U.D.B. affirme le rôle irremplaçable des organisations syndicales représentatives dans la défense des intérêts des travailleurs.
- 7 — L'U.D.B. affirme que l'établissement d'une véritable culture populaire est partie intégrante de la construction d'une Bretagne socialiste.
- 8 — L'U.D.B. affirme que la nécessité du combat socialiste impose le respect des croyances philosophiques et religieuses.
- 9 — L'U.D.B. condamne toute forme de dégradation de la personne humaine, notamment le fascisme, le racisme, le totalitarisme.
- 10 — L'U.D.B. se prononce pour l'établissement d'une Europe socialiste avec tous les peuples qui la composent sur un même plan d'égalité, de respect et de reconnaissance réciproque.
- 11 — L'U.D.B. affirme son attachement aux principes de l'internationalisme prolétarien et au respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.
- 12 — L'U.D.B., hostile au militarisme, affirme la nécessité d'un désarmement généralisé.
- 13 — L'U.D.B., solidaire des peuples opprimés, condamne l'impérialisme, cause de leur aliénation économique, sociale, culturelle et politique.

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 197

Adressez ce bulletin (découpez ou recopiez) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX



Le Peuple Breton

FESTOÙ-NOS

Le P.B. publie désormais chaque mois gratuitement l'annonce des festoù-nos de Bretagne et de l'émigration. Si vous avez connaissance d'un fest-nos, si vous en organisez un, si vous y chantez, vous pouvez nous prévenir par simple lettre jusqu'au 20 de chaque mois. Parution assurée de votre annonce dans le numéro qui suit.

- 15 janvier
à **ARZANO**
(Salle Orsay, au bourg, à 20 h 30), avec des sonneurs et chanteurs de la région, organisé par "Skol an Emsav" de Lorient.
- 15 janvier
à **BREST**
(Salle Stella, à Lambézellec), avec les Pilhaouerien, organisé par la Fédération de Brest de l'U.D.B.
- 16 janvier
à **ST-VINCENT-SUR-OUST**
Bal breton, organisé par Ti-Kendalc'h.
- 22 janvier
à **CHATENAY-MALABRY**
(Résidence de l'Ecole centrale, avenue Sully-Prudhomme, à 21 h), avec le groupe "Spern", organisé par le Cercle breton de l'Ecole centrale de Paris.
- 29 janvier
à **LANNION**
(Salle omnisports), fest-nos organisé par les sections de l'arrondissement de Lannion du P.C.F.
- 29 janvier
à **POULLAOUEN**
Fest-nos, avec sonneurs et chanteurs de Poullaouen et de la région, organisé par la section U.D.B. de Poullaouen.

Klaod Paket, adhérent de Rennes, a été exclu de l'Union Démocratique Bretonne par le Bureau Politique du 18 décembre 1976, pour irresponsabilité.

Peuples opprimés

JEUNESSES FEDERALISTES MONDIALES

Du 17 au 19 décembre, les Jeunesses Fédéralistes Mondiales organisaient à Amsterdam un séminaire sur la démocratisation de l'Europe et la nécessité d'un « nouvel ordre international ».

Le Mouvement Fédéraliste repose sur une pensée assez idéaliste qui vise à long terme l'épanouissement des libertés par la disparition des Etats-Nations et l'organisation de la vie collective en communautés autonomes fédérées par échelons successifs jusqu'au niveau d'une autorité mondiale aux pouvoirs limités. Ce cadre de pensée n'a cependant exercé aucune contrainte sur la réunion.

L'illusion que les réformes institutionnelles entraînent la transformation sociale plutôt que de la refléter était bien présente dans quelques interventions, mais la plupart des participants reconnaissent que le problème de fond est celui du pouvoir économique. Comme le soulignent à maintes reprises l'U.D.B. et le Mouvement Républicain Irlandais, l'obstacle réel à la construction d'une Europe Démocratique est l'impérialisme des grandes firmes capitalistes et particulièrement



Lucien Harmegnies

des multinationales qui tirent notamment d'énormes profits du maintien des peuples opprimés des régions « périphériques » d'Europe dans une situation coloniale ou néocoloniale. Hors d'Europe, ce même impérialisme accapare les ressources des pays dits du « Tiers-monde », tandis qu'à domicile, il maintient les classes laborieuses sous sa sujétion économique.

Les peuples opprimés d'Europe, comme ceux d'ailleurs, ont leur rôle à jouer contre l'impérialisme. A la réunion d'Amsterdam, le groupe de travail consacré aux problèmes de ces peuples a élaboré un document qui conclut : « L'oppression à laquelle nous sommes soumis fait partie du système impérialiste par lequel le capitalisme dirige le monde pour son seul profit. La lutte des peuples opprimés d'Europe est donc aussi une précieuse contribution à la libération des classes sociales exploitées dans les pays dominants, comme à la libération des peuples opprimés à travers le monde ».

L'accueil fait à ce texte par les autres participants témoigne que ces réalités commencent à être comprises.

LES OUBLIES DE LA DECOLONISATION

La REUNION en

Pour l'esclave une seule alternative : la liberté ou la mort. Chaque année, le 20 décembre, les Réunionnais se penchent sur leur passé d'esclavage. Leur pensée embrasse les mille espoirs nés, trahis ou réalisés de leur quête de la liberté. Certes, le maître a apparemment changé de visage depuis les origines du peuplement, en 1663, où deux maîtres européens et dix esclaves malgaches débarquaient sur cette île déserte de l'Océan Indien. Aujourd'hui, avec le Concorde, « c'est la France dans le ciel réunionnais ». Mais il n'y a plus, pour les Réunionnais, d'apparition miraculeuse. Il y a eu trop d'apparitions, et les travailleurs ont plus que jamais les yeux fixés sur leur terre dont ils connaissent les multiples vocation, bridées, flouées, anéanties...

vres-riches », valets des précédents, recrutés dans la « masse », triés, vaccinés, éduqués, assurés, payés, souvent motorisés, agents d'exécution d'une politique coloniale en décadence, caractérisée par l'hypertrophie du tertiaire. C'est le salut (mieux, la « planque ») auquel tous les pauvres aspiraient et aspireraient encore s'ils manquaient de réalisme. Ces pauvres, ce sont les petits planteurs de canne à sucre qui ont glissé inexorablement dans la ruine, aujourd'hui recensés, fichés et « exceptionnellement aidés ». Ce sont les artisans qui s'entêtent à croire, malgré toutes les dissuasions, que l'on doit défendre son métier qui est utile et qu'on aime. Ce sont ces chômeurs dont le dernier gamin vient chaque jour et plus d'une fois souvent, acheter un quart de rhum



Dans le bidonville de « Cœur Saignant »

Cliché « T.C.-Réunion »

Ici pas de grands espaces à safaris, pas d'exotisme tropico-équatorial. Un coin français à première vue, aux noms de villes très chrétiens, aux lieux-dits paisibles : « Bois de Nèfles », « La Cressonnière », « Bagatelle » ou « La Bretagne ». Un « pays » somme toute, comme diraient les sociologues. Dans ce décor naturel accueillant (attention cependant aux cyclones et au volcan capricieux), que de coûteux financements ont contenu dans une infrastructure moderne, on s'interroge : le « développement » et le « sous-développement » se côtoient. Un centre-ville de province française, une proche banlieue de H.L.M., des quartiers bidonvilles dont le prochain plan de relogement (ou les suivants) doit venir à bout. Des catégories humaines bien distinctes : en premier lieu, les « riches riches », banques, affaires, gros planteurs, fonctionnaires métro, fabricants ou vendeurs de biens français ou européens et aussi d'idéologies. Les « pau-

à la boutique. Ce sont surtout ces milliers de femmes réunionnaises (avec deux, cinq, huit enfants) dont l'homme ou les hommes successifs ont pris le large et qui s'agrippent à ceux qui restent espérant que leur aîné bientôt aura sa place dans un vol Bumidom

1976 : RIEN NE VA PLUS

L'histoire de la Réunion est l'histoire d'une domination culturelle, économique, logiquement et rationnellement développée que — fait essentiel aujourd'hui — tout le monde semble contester aujourd'hui. Est-ce l'heure des bilans ?

Les militants communistes et autonomistes dénoncent depuis près de 20 ans l'impasse dans laquelle mène la politique agricole, industrielle de la métropole

Avant le voyage de Valéry Giscard d'Estaing, fin octobre 76, plusieurs orga-

par Anne GUILLOU

quête d'autonomie

nisations démocratiques avaient publié un communiqué de presse exposant la situation de crise fondamentale à la Réunion, crise locale aggravée par la crise internationale :

« Ruine des planteurs : 18 640 planteurs de canne en 1957, 13 500 aujourd'hui ; exode rural massif ; 50 000 chômeurs sur une population en activité de 100 000 personnes ; émigration organisée : 5 à 5 000 jeunes sont « obligés de vouloir émigrer chaque année » ; pas de travail pour les 10 000 jeunes arrivant chaque année sur le marché du travail ; fermeture d'usines ; licenciements massifs, faillites d'entreprises... »

Cette crise structurelle est aggravée par l'importation du chômage, de l'inflation et de la crise qui sévissent dans le pays capitalistes du fait que la Réunion ne subsiste que par les importations (taux de couverture exportations - importations : 14,6 % en 1975 ; il y a 20 ans, la balance était équilibrée). Ce bilan de la politique du pouvoir à la Réunion fait l'unanimité chez ses détracteurs de droite comme de gauche.

Le P.C.R. à son 4^e Congrès en août dernier a mis l'accent sur « l'élargissement, l'approfondissement et l'accélération de la crise ». Le 19 septembre, l'U.D.R., sous la houlette de Debré, relevait l'angoissant mécontentement des ouvriers, des planteurs, des fonctionnaires, des commerçants. Le 3 octobre, le Congrès des socialistes départementalistes faisaient le même diagnostic.

L'AVENIR DE LA REUNION

Cette convergence dans le constat entraîne-t-elle une communauté de vue dans la future politique souhaitable pour l'île ? Nullement. Les quinze mesures de la départementalisation économique offertes aux Réunionnais par V.G.E. lors de son voyage (aides aux planteurs ruinés, aides à la modernisation, I.V.D. et prêts d'installation de jeunes, aménagement des Hauts, primes, prêts, allocations, etc...) sont jugées insuffisantes par les départementalistes ; le P.C.R. les juge « marginales ». L'U.D.R. réclame une « départementalisation adaptée », le pouvoir parisien est décidément trop loin de ses administrés. Dans les municipalités, la droite a fait l'expérience de son peu de poids face aux « impératifs nationaux ». « Les Réunionnais ne doutent pas d'eux-mêmes. Ils doutent de Paris » (Debré). Mais en voulant sauver à tout prix le statut de la départementalisation, condition de sa survie, ne marche-t-elle pas à reculons ?

Quel intérêt présente aujourd'hui pour le capitalisme français cette île de l'Océan Indien ? La canne à sucre ? Un enjeu stratégique ? Lorsque le mouvement populaire malgache obtenait le départ des troupes françaises de son territoire, Bigeard semblait satisfait de se transporter à la Réunion. Quelle est la stratégie militaire française aujourd'hui ? La Réunion est encore un point stratégique (bases, armées, escale), mais ne va-t-on pas assister à un certain désengagement français pour s'en remettre, comme les Britanniques à Maurice, à la toute-puissante « protection » militaire américaine basée à Diego-Garcia ? Le coût de l'entretien

Le 21 Octobre 76, à Saint-Louis, manifestation du P.C.R. lors de la visite de Giscard.

d'un département lointain n'amène-t-il pas certains hommes au pouvoir à reconsidérer le statut actuel ? Les Etats-Unis se chargent de la « protection » des mers et des continents à odeur de pétrole, en créant de nouveaux « chiens de garde » dans la région.

L'avenir de la Réunion à long terme est dans l'Océan Indien mais il lui faut reconstruire totalement son économie pour devenir un partenaire économique face à Madagascar, Maurice, les pays d'Afrique de l'est. Les communistes l'ont compris depuis longtemps et c'est pourquoi le plan immédiat de survie est une première étape dans cette reconversion-redressement. Si le projet et l'idéologie « autonomistes » sont maniés prudemment, c'est que les militants réunionnais font preuve de réalisme et savent lire l'Histoire. C'est dans le processus de la transformation de l'infrastructure économique et de l'organisation administrative que se trouvera enrayée « cette mise à mort économique programmée » des DOM, « fantastique gâchis matériel et humain » (Vergès). Il reviendra à un gouvernement de gauche en France de soutenir cette reconversion qui ne peut être entreprise sans que le peuple réunionnais ait eu la possibilité d'élire librement ses représentants.

Longue et semée d'embûches est la route qui conduit de l'esclavage à la liberté...

Un livre de référence : COMBATS POUR L'AUTONOMIE

par Michel ROBERT

LA REUNION
COMBATS POUR L'AUTONOMIE
par Michel Robert
Ed. de l'Harmattan - 1976

La Réunion, une île perdue au milieu de l'Océan Indien, peuplée de 478 000 habitants : des Français d'après leurs papiers. Peut-être, mais alors des Français entièrement à part, des Français qui parlent une autre langue, le créole. Ces oubliés de la colonisation sont des descendants d'esclaves, que l'on juge aujourd'hui plus rentable de contraindre à émigrer en « métropole » pour mieux les surexploiter. Et voilà que ce peuple accède à la conscience, et exige le respect de ses droits. L'autonomie mobilise aujourd'hui les travailleurs réunionnais, en particulier autour du Part. Commu-

niste Réunionnais, qui fut le premier à avancer ce mot d'ordre (mais que ce mot passe donc mal sur les lèvres de certains !). Telle est la situation exposée et expliquée dans ce livre par Michel Robert, dont les analyses documentées font mieux saisir l'originalité de ce pays, caractérisé par le passage d'une colonie de peuplement — au sens géographique du terme — à un processus colonial de type contemporain : un livre à lire donc, et une référence solide. Il faut savoir en effet que l'identité nationale de ce peuple n'est pas née d'un retour aux sources, à une civilisation préexistante détruite par le colonialisme, mais qu'elle s'est forgée et se forge encore dans la lutte contre le capitalisme et le pouvoir colonial qui le sert. Bien que les situations ne soient pas superposables, les militants socialistes bre-

tons ne peuvent que se retrouver en terrain connu à l'énoncé des problèmes que rencontrent eux aussi nos camarades réunionnais : qu'ils s'agisse de la situation de la langue, le créole combattu et dévalorisé, de la destruction des infrastructures économiques pour le plus grand profit des trusts appuyés par les notables réactionnaires, de l'émigration cette gangrène coloniale, du rôle aliénant de l'Eglise ou du cancer de la militarisation. Ce sont là des thèmes que nous partageons et qui justifient l'autre convergence, celle de la stratégie : comme dans notre pays, la décolonisation du peuple réunionnais passe par un changement des structures sociales en faisant l'économie de l'hypothèse d'un nationalisme bourgeois.

Hervé GRALL.

Cet article, qui fait fort heureusement le point sur la délicate question de l'orthographe bretonne, est inspiré d'une étude plus détaillée qui paraîtra dans le prochain numéro de la revue "Ar Falz" que nous remercions ici de nous avoir communiqué son texte original, intitulé "Pour un quatuor des dialectes".

UNE ORTHOGRAPHE... ÇA TROMPE ENORMEMENT.

De même que sur le continent on roule à droite, mais à gauche en Grande-Bretagne, il y a, en Bretagne même, plusieurs façons d'écrire le breton, et cent façons correctes de le parler. Nous ne sommes donc pas menacés par l'uniformité... Pour ce qui est des graphies du breton, leur histoire est déjà longue, et elle est parfois mouvementée. La collision est inévitable, si, sur les routes d'un territoire donné, certaines voitures roulent à droite et d'autres à gauche ! En ces temps de recherche de l'unité, ou de l'unicité orthographique, on note donc, de ci, de là, quelques heurts, quelques carambolages. On rêve donc d'une mise en ordre, d'un minimum de code. Certains apprécieraient l'intervention de la police...

En réalité, il y a en place un véritable **establishment** de lettrés bretonnants ; ils sont fort peu nombreux à camper depuis 20 ou 30 ans, chaque groupe rival occupant sa position et surveillant avec fièvre les alentours. Ce qu'il y a de commun entre eux, c'est une foi bretonne, un dévouement et un désintéressement parfois exceptionnels ; ce qu'il peut y avoir de commun entre eux aussi, c'est, compte tenu de la situation menacée de la langue bretonne, certaines manifestations de susceptibilité, et un acharnement, une férocité même, à défendre chacun sa position.

L'histoire de la langue bretonne a fait que la façon dont est habillé le breton revêt, pour certains, une importance extrême. Ils s'attachent moins, dans ces conditions, à cerner les avantages et la commodité de la tunique qu'à vérifier du premier coup d'œil si la coupe et la

couleur en sont certifiées conformes... Pour beaucoup, la bataille des graphies est une guerre des drapeaux, et la graphie elle-même, un signe de ralliement, un panache **gwenn-ha-du**, comme dirait l'autre. Et pleuvent les excommunications dérisoires.

Dérisoires, car les guerres de religion sont démodées. Dérisoires, car il est des combats plus urgents, et le regroupement des forces impose de dépasser certaines classifications.

Il y a toujours un peu, ou beaucoup, de vrai, de bon, dans chacune des graphies du breton. Tout tourne de cette volonté, que l'on partage ou que l'on ne partage pas, de s'en tenir à une norme unique, restant à savoir dès lors ce qui constituera cette norme.

Le morceau est coriace, il faut bien le reconnaître. Après 25 séances de travail, réparties sur 5 années environ, une commission orthographique (réunie à chaque fois à l'initiative de **Skol Vreiz**) dispose à présent d'éléments suffisants pour tirer conclusions qui s'imposent. Une dynamique a été créée, dont il faut tirer parti.

Après des étapes diverses, il est possible de franchir un pas de plus et de proposer une solution intégrant les solutions du passé dans un ensemble plus homogène. L'option retenue n'étant qu'une tentative, n'est sûrement pas à imposer de force, et elle n'est dirigée contre personne. Pour le moment, elle cohabite — on le voudrait pacifiquement, — à côté des autres...

UN PEU D'HISTOIRE

Depuis **Le Gonidec**, le breton écrit était, pour l'essentiel, du léonais. Si nous avons eu le pouvoir, l'école, les moyens de communication, etc...,

le léonais aurait pu être imposé — et accepté — comme la norme unique du breton écrit. Comme le florentin en Italie. Le fait est que le léonais ne s'est pas imposé. De toute manière, à l'autre extrémité du domaine bretonnant, il y avait — il y a toujours ! — le vannetais, dialecte à l'originalité puissante, mais dont la forme écrite, circonstance aggravante, était le parler des communes qui entourent la ville de Vannes. Entre le léonais de **Le Gonidec**, qui, de surcroît, était du bas-léonais, et, le haut-vannetais des évêques de Vannes, le fossé était le plus large possible... L'orthographe de **Le Gonidec** ne s'imposa vraiment au KLT (1) qu'à partir de l'Entente des écrivains de 1908, et grâce à la revue **Gwalarn**. Mais le vannetais se montrait rebelle à l'unification, dès l'instant, évidemment, qu'on prenait pour base le léonais. **DES 1911 POURTANT, LES GRAMMAIRIENS VANNETAIIS GUILLEVIC ET LE GOFF AVAIENT PROPOSÉ D'UTILISER UN SYMBOLE CONVENTIONNEL POUR NOTER L'ANCIEN — T TRANSCRIT — H EN VANNETAIIS, ET — Z AILLEURS : TAD-KOH ET TAD-KOZ. ILS PROPOSAIENT HZ OU ZH...**

Après bien des péripéties (1936, 1938), le **zh** entra en lice. Son apparition aurait pu être aussi discrète que le fut la signature de l'entente des écrivains de 1908. Il n'en fut rien : l'accord qui posait les prémices de l'unification orthographique ayant été signé le 8 juillet 1941, c'est-à-dire en pleine occupation allemande, la minuscule république des lettrés bretonnants en fut quelque peu agitée. L'inoffensif et pittoresque **zh** était une pomme de discorde. violemment combattu par les uns, il devint un emblème pour les autres. On en vint ainsi à oublier sa destination première, celle de refléter deux prononciations, de les synthétiser dans l'écriture : **Tad-kozh**, pour tout le monde (au lieu de **tad-koz** et **tad-koh**).

Quoi qu'il en soit, l'accord de 1941 mettait sur orbite un breton qu'on appela "unifié", dit **KLTG**, on en core **peurunvan** (parfaitement unifié). En réalité, le principe d'unification de la langue écrite qui présidait à l'accord n'aboutissait qu'à un début d'unification, et l'appellation de **peurunvan** est largement surfaite. Cependant, la voie était ouverte, pour la première fois dans l'histoire de la langue. Le résultat était toujours du léonais, moins marqué cependant que celui de **Le Gonidec** et de l'entente de 1908 : il s'était produit un déplacement vers

A NOS LECTEURS

La longue enquête publiée ce mois-ci sur l'orthographe de la langue bretonne nous oblige à reporter au mois prochain la rubrique de Y.B. Piriou : « En breton dans le texte ».

Librairie "CALLIGRAMMES"

23, rue du Sallé - KEMPER - Tél. 95.94.54

"ON OUVRE UNE PORTE ET C'EST LA MER"

Livres

Revues

Disques



Célèbre dans le mouvement breton, dont elle stigmatisait l'individualisme, cette image peut aussi symboliser la stérile querelle de l'orthographe.

l'est, avec une certaine prise en considération des faits trégorrois (en ce qu'ils ont de commun avec les faits vannetais) ; le **zh** était là pour symboliser l'intégration du vannetais, mais pour la symboliser seulement ; l'unification n'était qu'amorcée, sûrement pas parachevée.

UN APPORT POSITIF

En 1955 apparut l'orthographe qu'on appela « universitaire ». Tentative pour gommer l'infamie qu'on disait inhérente au **zh** ? A coup sûr, volonté de simplifier la graphie des deux langues littéraires, haut-léonais et haut-vannetais, en maintenant délibérément la bivalence que la semi-unification de 1941 avait tenté de ramener à l'unité. Les choses étaient donc reprises au niveau du KLT d'une part, et du vannetais de l'autre, le **zh** continuant à être déclaré **persona non grata** : sa fonction d'outil s'estompait derrière celle de l'emblème qu'il était pour certains. En fait, l'apport de l'orthographe universitaire est tout à fait positif, dans la mesure où elle opère un rapprochement entre langue écrite et langue parlée, en ce qui concerne les liaisons ; elle peut, de la sorte, épargner aux néo-bretonnants des prononciations détestables et étrangères à la langue parlée. Elle propose une transcription des consonnes finales douces assez systématique **mad eo** ; **eid ar brezoneg** (KLT) ; **mad é** ; **eid ar brezoneg** (Vann.), au lieu de [mat eo ; evit ar brezhoneg (KLTG)]. Mais elle consacre par ailleurs la segmentation dialectale, et, du fait de la situation minoritaire du Vannetais,

visait à privilégier le léonais de manière quasi-exclusive.

En 1971, le mouvement IPLB (Instituteurs et Professeurs Laïques Bretons), prit l'initiative d'inviter les tenants des trois principales orthographe (2) à se réunir pour aboutir, si possible, à un accord... Ces 25 réunions ont été fructueuses à bien des égards ; elles ont permis d'abattre ou d'atténuer bien des préventions. Des propositions d'accord ayant été formulées, elles furent progressivement mises en application à titre d'essai dans des revues. Une dynamique est ainsi apparue en face de l'attentisme de certains... D'autre part, il devenait évident qu'un replâtrage des deux systèmes antérieurs, qui laisserait intacts leurs défauts communs, ne ferait que reporter à une autre échéance la remise en ordre complète qui s'imposait. C'est alors qu'un militant de Skol an Emsav proposa un tableau classant les graphies des sifflantes du breton selon la série : S, SS ou Ç, Z, ZH (3).

La nouveauté est moins grande qu'il n'y paraît, comme on va le voir.

Le Gonidec, dont les mérites sont immenses par ailleurs (ne l'appelle-t-on pas parfois **tad ar brezhoneg** ?) avait, en fait, consacré la prééminence du bas-léonais. Les divers ajustements opérés depuis butaient toujours sur les choix — auxquels on n'osait pas toucher — faits par le réformateur.

Il fallait donc reprendre les choses plus haut. Or, chez des lexicographes comme Le Pelletier et Grégoire de Rostrenen, on retrouve le système d'une orthographe classi-

que du breton, celui du moyen-breton, antérieur à la segmentation dialectale. Le petit texte ci-dessous reproduit l'orthographe de Grégoire de Rostrenen, d'après son dictionnaire de 1732 :

Pell amser so ema ar (er) pautr yaouancq (yeuancq) coz (coh) war na. Beo (beu) eo c'hoaz (hoah) ? (ar) blaczenn vras ilis Santès Anna Ya, eno e vez (vé) nos deiz (dé) ; ne ra nemed eva (trég. : efañ ; Basse-Corn : efa ; Hte-Corn : evo ; Vann : eueñ) gwin ruz, asezet (aseet) diñdan (edan) ar (er) uezen (uén) vraczâ. Evit (euit, eueit, aveit, eit) beva (beueñ) gand-gad (gued) levenez (lehuine), n'eus qet yzom-ezom (ehom) aur-aour (eur) !

(Entre parenthèses, les formes données comme vannetaises par Grégoire. Après **eva**, les différentes formes dialectales relevées par lui).

Malgré une légère incohérence (**blaczenn/uezen**), ce système est véritablement interdialectal :

-s note la sifflante sonore commune à tous les dialectes (c'est le s que l'on rencontre en français dans **liseron** : **vras**, **ilis**, mais aussi **amser**).

-çz (« au lieu de ss, nous nous servons de çz » écrit Grégoire) — (Cf le français **tasse** : **blaczenn**, **vraczâ**).

-z après voyelle n'est prononcé que dans le Léon : **doiz**, **ruz**, **aseret**.

-z correspondant au -h vannetais : **coz coh** ; **c'hoaz/hoah**.

On reconnaît très clairement la série S, SS, Z, ZH.

Moins de cent ans plus tard, Le Gonidec entreprend une restauration de la langue bretonne qui s'imposait en effet, notamment sur le plan du vocabulaire. Cette restauration s'accompagna, comme on le sait, d'une réforme orthographique, qui, en réalité, correspondait à une promotion du bas-léonais :

Pell amzer zô é ma ar paotr iaouank kôz war blasen vraz iliz Sañtez Anna. Bé eo c'hoaz, la, éno é véz nôz-deiz ; ne ra nêmed éva gwîn rûz, azêzet dindân ar wêzen vrasa. Evit béva gand lévênez, n'eus kéd ézomm aour !

le z, conformément à la prononciation léonaise, et depuis lors se pose le problème de la nature de tous ces z que l'on rencontre dans les textes. Le -s- entre voyelles de Le Gonidec correspond au çz de Grégoire ; il est donc dur, comme en castillan (**clase**, fr. **classe**). Entre

Grégoire et Le Gonidec, la cassure est totale.

Cette orthographe quelque peu remaniée ne s'imposa vraiment qu'à partir de l'Entente des Ecrivains, autour de Vallée et de Gwalarn. Le vannetais restait à part, mais, grâce à Le Joubiou notamment, l'orthographe vannetaise avait peu à peu adopté le k de Le Gonidec, mais le w heurtait encore Loeiz Herrieu (fondateur et directeur de Dihunam) : on écrivait donc er uéen (ar wezenn).

LE 8 JUILLET 41

Après deux tentatives manquées en 1936 et 1938, vint le 8 juillet 1941, avec les premiers pas du zh dans l'orthographe :

Pell amzer zo emañ ar paotr yaouank kozh war (ar) blasenn vras iliz Santez Anna. Bev eo c'hoazh ? Ya, eno e vez noz-deiz ; ne ra nemet evañ gwin ruz, azezet dindan ar wezenn vrasañ. Evit bevañ gant lewenez, n'eus ket ezhomm aour !

Le processus d'unification orthographique était amorcé. Mais la plus grande carence de ce système, c'est qu'au niveau des substantifs n'apparaît pas la distinction, qui existe au niveau des adjectifs, entre la sifflante finale stable (bras) et celle qui n'est prononcée qu'en Léon (ruz). Le KLTG écrit donc : un den bras, un avel ruz, ce qui est parfait, mais : un iliz vras, ur menez uhel ; fâcheuse ambiguïté : iliz mérite un -s, comme bras.

Assurément il est tout à fait dommage que n'ait pas été retenue la proposition faite par Maodez Glandour le 8 juillet 1941 : « la solution de Roparz Hémon, comme la mienne propre, pour la question du son s doux et du z, était de revenir (4) à s pour le s doux, à ss pour le s dur, et z pour le t et le d anciens mutés » (5). M. Glandour avait — et a toujours — parfaitement raison : le zh seul ne fait pas l'affaire, il n'est qu'un élément de la série. Est-il permis de formuler une petite suggestion, touchant la solution qu'évoque M. Glandour ? IL N'EST JAMAIS TROP TARD POUR BIEN FAIRE !

Si l'accord de 1941 avait été conclu en 1936, ou même encore en 1938, il est probable qu'il n'aurait pas été saboté par une fraction des lettrés bretonnants. Dès lors, la réforme orthographique de 1955 serait intervenue pour rectifier les points faibles de 1941. Mais on ne

refait pas l'histoire... L'on se mit donc à camper de part et d'autre de la ligne du zh... Et cela dura des décennies... On affectait de faire coïncider les camps orthographiques et les camps politiques : il est fort possible que le zh ait été l'emblème de certains éléments droitiers, mais les ennemis du zh étaient-ils tous dans le camp de la gauche et du progressisme ? Poser la question, c'est y répondre. Une fois encore, avant d'être, pour certains, un emblème, un signe de ralliement, — et c'est leur affaire, non la nôtre — le zh est un symbole technique, conventionnel, parfaitement inoffensif et innocent, qui signale deux prononciations possibles.

En 1955-1956, l'orthographe appelée "universitaire" était au point. Elle reconduit la vieille dualité KLT (entendons : léonais) — vannetais :

Pell amzer zo emañ ar paotr yaouank
[youank] koz war blasenn vras iliz
Santez Anna. Bev eo c'hoazh ?
Santez Anna. Beu (biu) é hoazh ?
Ya, eno e vez noz-deiz ; ne
eno é vé dé ; ne
ra nemed eva
hra nemed [nameid] éved [ived]
gwin ruz azezet dindan ar wezenn vrasañ
Evid beva gant lewenez
Eid beuein [biuein] ged leueñ [leuein]
n'eus ket ezhomm aour
n'eus ket dober aour !

COMMENT NE PAS ADMETTRE QU'IL EXISTE UNE SOLUTION TECHNIQUE SIMPLE PERMETTANT DE RAMENER TOUT CELA A L'UNITE ? OU SONT DONC LES BARRAGES ? DANS LES MENTALITES, DANS LES HABITUDES PRISES, DANS LES IDEOLOGIES. EST-IL PERMIS TOUT DE MEME DE PROPOSER UNE SYNTHÈSE ?

Pell amzer zo emañ ar paotr yaouank kozh
war blasenn vras iliz Santes Anna.
Bev eo c'hoazh ? Ya, eno e vez nos-deiz ;
ne ra nemed evañ gwin ruz, azezet
dindan ar wezenn vrasañ.
Evid bevañ gant lewenez, n'eus ket
ezomm dober aour !

Tout le monde s'y retrouve, moyennant très peu de conventions et quelques rappels :

— le -z après voyelle n'est prononcé que par les bretonnants du Léon,

— le -s après voyelle et le -ss sont prononcés partout, et comme

on les prononce en français (Cf rose, rosse) ; en finale absolue, le -s (comme du reste le -z en Léon) est dur (ou sourd), comme c'est le cas de toutes les consonnes dans cette position.

— le groupe -zh est prononcé -z par tous, sauf par les Vannetais qui prononcent -h.

— le -w est prononcé [v] en Léon et en Cornouaille ; en Trégor, il est prononcé [ou], et en vannetais [w], ou rien du tout.

Il existe des termes typiquement vannetais, àr (= war) ; ged (= gant), ainsi que des désinences verbales propres : eved (= evan, et evo, Haute-Corn.), bewin (= bewan, et bewo en Bas-Vannetais). Le vocabulaire vannetais spécifique est fort riche ; il comprend notamment une centaine de mots courants, usuels, qui font que l'on reconnaît d'emblée un texte vannetais. L'unification écrite de la langue bretonne n'est pas la mise à mort du vannetais ; bien au contraire, une graphie commune à tous les dialectes favorise l'intercompréhension entre Vannetais et non-Vannetais.

Comment prononceront les néobretonnants, les "hors-dialecte" ? Ils peuvent adopter la prononciation qui leur chante, mais, comme pour toute langue vivante, le contact direct s'impose (au moins à partir d'enregistrements sonores). Observons que le trégorrois, déjà relativement unifié en lui-même, est le dialecte le plus proche de chacun des trois autres. Le vannetais, puissamment original, mais minoritaire, mérite plus qu'une attention distraite : il est à conseiller absolument à tous ceux qui sont appelés à fréquenter des bretonnants de cette région.

(1) KLT : Initiales de Kernev, Leon, Tregor, servant à désigner l'orthographe commune aux trois dialectes de ces pays bretons.

(2) "Peurunvan", "universitaire KLT" et "universitaire vannetais".

(3) "Pobl Vreiz", mensuel de l'U.D.B. en langue bretonne servit de polygone d'expérimentation au lancement du nouveau spoutnik...

(4) C'est nous qui soulignons.

(5) "Au sujet de l'orthographe bretonne" — Aide-mémoire, édité par Kuzul ar brezhoneg en 1958, p. 25.

Le Peuple Breton publiera le mois prochain les conclusions politiques de cette étude.

Librairie "71"
29, rue J. Jaurès - NANTES
Tél. 73.82.48

Pour une culture populaire
Pour un peuple cultivé
UNE LIBRAIRIE OUVERTE ET MILITANTE

CONSTRUIRE en BRETAGNE

par philippe lachaud



FACTEURS DE DIVERSITÉ

(Voir les numéros précédents)

Examinons maintenant les facteurs de diversité qui, pour chaque élément, et dans le cadre défini plus haut, doivent être traités avec autant de soin.

A - LES PAREMENTS LES PAREMENTS

Ce sont les surfaces verticales des murs qui séparent et définissent

l'espace bâti et l'espace non bâti.

1°) la pierre :

Le matériau traditionnel par excellence est le moëllon ou la pierre de taille. Si vos moyens vous le permettent, n'hésitez pas à l'employer. Pierres et moëllons doivent être montés par assises horizontales d'inégale hauteur avec de fréquentes ruptures de lits, sans systématisme.

Simplicité des volumes, première impression du caractère de l'architecture. Maison à Penmarc'h.

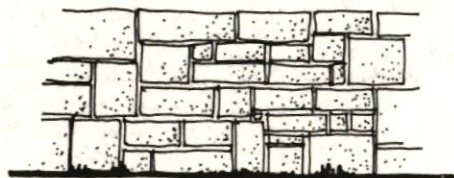
Des pierres toutes de même calibre rappellent trop les agglomérés de ciment. **Pas d'opus incertum SNCF par pitié !** La pierre locale ne s'y prête pas. N'importez pas de granit de Ploumanac'h dans le Golfe du Morbihan. Chaque fois trouvez la carrière locale (il y en a partout) qui fournira la pierre du pays.

Si votre budget ne vous permet que des entourages de baies en pierre de taille, ne leur donnez pas de saillie par rapport à l'enduit. De même quand les assises sont d'inégale hauteur, les queues des pierres doivent être d'inégale longueur. Cela confère une variété et une fantaisie de facture qui révèle la main du vrai compagnon. Cette fantaisie ne doit pas conduire à faire des queues biaisées comme la mode en est venue depuis quelques années. L'origine en est que l'on voulait utiliser toutes les pierres sortant de carrière. Maintenant on les fait volontairement ainsi, gâchant une bonne pierre pour défourner son extrémité !

Il est absurde de traiter une maison en enduit et de faire saillir brusquement des éléments en taille, disséminés sur les panneaux. C'est toujours en soubassement que l'on utilise les éléments les plus lourds.

(à suivre)

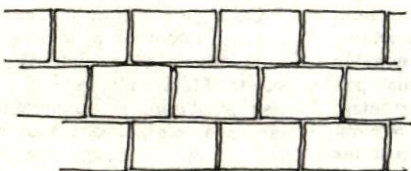
APPAREILLAGES



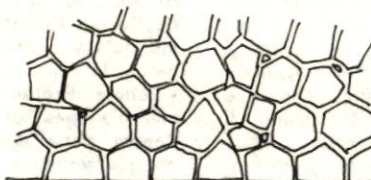
Bon appareil en pierre de taille



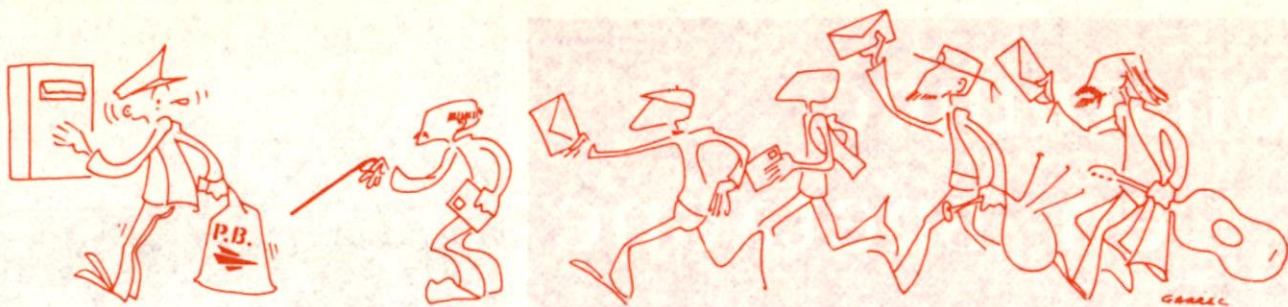
Bon appareil en moëllons



Mauvais appareil, trop régulier



Mauvais : opus SNCF



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

JE MARCHÉ POUR VOUS

Félicitations au « Peuple Breton » nouvelle formule pour l'abondance et la qualité de ses articles. Il mériterait d'être plus connu en Bretagne... et ailleurs. Pour le 13^e mois, je vous adresse ce modeste chèque qui représente mes récentes économies de bus ; chaque fois que c'est possible « je marche pour vous » car je voudrais que le « Peuple Breton » paraisse plus souvent. Mais bien sûr, il y a toujours ce triste obstacle de l'argent, qui n'est pas souvent là où il devrait être.

Tout m'intéresse dans votre journal, et sans lui, j'ignorerais beaucoup de choses (vérité sur les conflits sociaux, problème des minorités dans le monde, etc...). Il m'aide aussi à faire un choix parmi tous les livres et disques bretons. Je suis d'accord avec vos critiques, et surtout, je pense comme Leprohon que l'histoire de la Bretagne contemporaine retiendra d'abord (avec le sigle de l'U.D.B.) les noms de Stivell et de Keïneg. A cause de leur immense talent, mais aussi parce qu'en rassemblant à travers tout le pays des foules qu'ils laissent transformées, ils sont pour une grande part à l'origine de la prise de conscience bretonne. Je crois qu'il s'est vraiment passé quelque chose sous les chapiteaux. Pour ma part, sous celui des « Bonnets Rouges » à Brest, lorsqu'au cri d'espoir de Bé-cassine a succédé un silence grave, suivi d'un tonnerre d'acclamations, il m'a semblé assister, la gorge nouée, à la renaissance d'un peuple (j'allais dire d'une nation).

Mme A. Talarmin,
Brest.

L'ÉCOLOGIE DANS LE COMBAT ANTICAPITALISTE

Je lis toujours avec beaucoup d'intérêt votre journal dont je suis un fidèle lecteur. Les articles sont bien documentés et pertinents. En refermant votre journal, on reste sur sa faim, car on aimerait toujours en lire plus. Mais quand on pense au

bourbier financier dans lequel se débattent les journaux bretons et engagés...

J'aimerais d'autre part que vous engagiez un débat à l'occasion de rubriques sur l'écologie. Car s'il est vrai que le mouvement écologique est hétéroclite, les problèmes de pollution et d'environnement n'en sont pas moins primordiaux pour un journal voulant défendre la cause des travailleurs bretons.

Poser la question : « Qui pollue ? » est très souvent, pour ne pas dire toujours, renvoyer la réponse dans le camp des capitalistes qui se soucient plus d'exploiter notre peuple et nos ressources que de penser à notre santé et aux conséquences de leurs actes. Les pollutions sont l'affaire de tous. Dans une Bretagne socialiste, l'écologie doit être populaire ; c'est-à-dire que tous les travailleurs doivent être conscients non seulement qu'ils possèdent leurs outils de travail, mais encore qu'ils sont les garants de leur santé et de celle de leurs familles, donc de la qualité et de l'utilité de ce qu'ils produisent. La terre est, comme la mer, un outil de travail et une réserve de richesses naturelles : encore faut-il les respecter et veiller à ne pas les polluer ni les piller.

Poser le problème de la pollution des terres par des engrais, de la pollution des mers par le mazout des pétroliers, etc..., c'est aussi remettre en cause l'accaparement par les capitalistes et les trusts multinationaux de nos ressources. L'écologie doit donc, à ce niveau, s'insérer dans le combat anticapitaliste...

J. Gaucher,
Guérande.

Tout à fait d'accord avec vous, depuis le caractère hétéroclite (nous y ajouterons l'ambiguïté) du mouvement « écologique », jusqu'à la nécessité d'intégrer les préoccupations d'ordre écologique dans le combat pour le socialisme. Il y a plusieurs années, nous avons consacré une très longue série d'articles sur quelques aspects de ce sujet : na-

ture et loisirs, exploitation des richesses minérales et vivantes, de la mer et de la terre. Faut-il croire que nous étions, alors, des précurseurs ? Malgré cet effort et des appels répétés aux lecteurs, nous n'avions reçu qu'un courrier très faible.

APRES L'ARTICLE EXCLUSIF DES INDIENS

Lecteur occasionnel du « Peuple Breton », j'ai énormément apprécié d'y trouver, dans le numéro de ce mois-ci, un article de l'American Indian Movement. Étant intéressé par la culture des peuples indiens d'Amérique, il me semble que la meilleure documentation qu'on puisse trouver ne peut venir que de sa source humaine (tant de légendes et de mensonges se sont greffés sur le peu d'information mis à la portée du public). Intéressé d'autre part, par la lutte de ces peuples pour sauver leur identité culturelle, je pense qu'au cœur de cette lutte, l'A.I.M. est bien placé pour fournir cette documentation... Recevez mes félicitations et encouragements pour vos efforts qui tendent à développer la solidarité entre les peuples opprimés.

C. Defernez,
35, L'hermitage.

A votre intention et celle de plusieurs autres lecteurs, voici l'adresse de la revue de l'A.I.M. : Akwesasne Notes, Mohawk Notes, Via Roosevelt-town, N.Y. 13683 - U.S.A.

LA POÉSIE EST RÉVOLUTIONNAIRE

Dans la liste des livres parue dans votre dernier numéro sous le titre « Bibliothèque du Peuple Breton », il me semble qu'il y a des oublis importants. Je lis irrégulièrement le « Peuple Breton » depuis pas mal d'années, et régulièrement depuis deux ans ; je m'étonne que vous ne citiez pas les œuvres de Xavier Grall, celles de œuvres romanesques et poéti-

Glenmor et de bien d'autres.

En les citant, leur feriez-vous une inutile publicité, selon vos propres termes ? La poésie, pour vous, ne serait-elle pas révolutionnaire ? Le fait qu'ils n'appartiennent pas à l'U.D.B. suffirait-il pour les faire écarter de ce répertoire ?

Je n'appartiens pas à l'U.D.B. et pourtant j'achète le « Peuple Breton ». Si quelqu'un me demandait de lui citer des journaux « bretons » à lire absolument pour s'informer, je parlerais de vous, même si vos analyses politiques me déçoivent souvent.

G. Catheline,
22, Ploufragan.

Il ne faut rien exagérer. En premier lieu, vous commettez une erreur lorsque vous dites que nous ne citons jamais les œuvres poétiques de Glenmor : plusieurs articles, certains abondants, en font foi. Une autre erreur, de jugement cette fois, lorsque vous estimez que, pour nous, la poésie ne serait pas révolutionnaire. Procurez-vous les numéros du P.B. qui vous manquent. Quant à X. Grall, c'est un cas. Vous faites preuve d'une belle honnêteté en conseillant la lecture du P.B. malgré vos désaccords. Monsieur Grall, lui, est un des chantres les plus ardents de la Bretagne militante, un des plus connus aussi outre-Couesnon (il écrit dans T.C., le Monde et j'en passe), et il commet l'exploit sans cesse renouvelé de ne jamais dire un mot de l'U.D.B. dans ses nombreux et talentueux articles (il nous ignore au point de ne nous avoir jamais fait parvenir le moindre de ses recueils). Vous comprendrez que nous ayons bien du mal à compter comme sincèrement révolutionnaires les œuvres d'un auteur qui fait preuve de tant d'aveuglement face à la réalité politique bretonne d'aujourd'hui.

Ceci dit, nous aimerions pouvoir accorder plus de place à la poésie et à bien d'autres sujets. Mais voilà, le P.B. n'est pas élastique, et augmenter la place, c'est avant tout coûteux... A propos, avez-vous pensé à la souscription permanente pour les progrès du P.B.

**IMPRIMERIE
CORNOUAILLAISE
QUIMPER**

CONÇOIT
ET RÉALISE

TOUS IMPRIMÉS
TYPO OFFSET
NOR ET COULEUR

ZONE INDUSTRIELLE HIPPODROME 98/90 31 58

LIBRAIRIE LE TROADEC
imprimerie - papeterie
tirages de plans
1, av. de la Gare, CARHAIX
tél. 93.00.04
agence de voyage
kerfant lic. B 631.71

CHAUFFAGE - SANITAIRE Quincaillerie - Electro-Ménager Ménage

Maison L. COCAUD
12 ter et 18 rue Dumont-D'Urville - 29 S CONCARNEAU

hôtel-restaurant LE NIVERNIC
G. DOUCEN Port-de-Carhaix
CARHAIX - Tél. (98) 93,11.04

DIHUNERIEN
ASSOCIATION DES BRETONS DE LA VALLÉE DE CHEVREUSE

*Cours de breton, chants, danses,
études socio-économiques etc...*

28, rue de Neuchatel - 91120 VILLEBON/YVETTE

**BREIZH
BAR**
Crêperie
PLOUDALMEZEAU

Drug - Shop
Disques - Cassettes - Posters
Instruments de musique
13, rue Dumont-D'Urville
CONCARNEAU

BAR ECOSSAIS
bar d'ambiance
bières étrangères
243, Rue JEAN-JAURES - BREST-tél : 02 20 08

HOTEL DE L'ARRIVÉE BAR
BRASSERIE JEUX
52, boulevard de la République
56-30-78 35400 SAINT-MALO

AGENCE IMMOBILIÈRE JACQUES GUEGUAN
14, boulevard Leclerc LORIENT - Tél. 21.19.21
Transactions immobilières — Terrains — Appartements
Fonds de commerce

ABONNEZ-VOUS	ABONNEZ-VOUS
LE PEUPLE BRETON	POBL VREIZH
Boîte Postale 304 — 29273 BREST CEDEX	en langue bretonne
NOM _____ PRENOM _____	NOM _____ PRENOM _____
ADRESSE _____	ADRESSE _____
Souscrit un abonnement ordinaire : 30 F (1) étranger : 40 F (1) de soutien : à partir de 50 F (1) un réabonnement (1) étranger, par avion : 55 (1) A partir du N° _____ inclus	Souscrit un abonnement ordinaire : 20 F (1) étranger : 30 F (1) de soutien : à partir de 30 F (1) un réabonnement (1) étranger, par avion : 45F (1) A partir du N° _____ inclus
Ci-joint le règlement par chèque postal (1) chèque bancaire (1) (1) Rayer les mandat-lettre (1) mentions inutiles.	Ci-joint le règlement par chèque postal (1) chèque bancaire (1) (1) Rayer les mandat-lettre (1) mentions inutiles.
C.C.P. RENNES 2365-76	C.C.P. RENNES 2746-79

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

Edito

Les Vraies Victimes
de la Crise

SOMMAIRE

CORNOUAILLE
LE POINT
DE NON-RETOUR 4

SAINT-MALO
ACTIME
EN LUTTE 7

NANTES
LE CONFLIT
CARNAUD 7

CHIFFRES
POUR
UN COMBAT ... 8

RAFLES POLICIÈRES
DEUX INTERPELLÉS
TÉMOIGNENT .. 9

7^e PLAN
SUITE DE
NOTRE ÉTUDE .. 10

LE PROBLÈME BRETON
DE BREST
A NANTES 12

LA VIE DE L'U.D.B. ... 14

FESTOU-NOS 15

LA RÉUNION
EN QUÊTE
D'AUTONOMIE . 16

LA QUESTION
DE L'ORTOGRAPHE
DU BRETON 18

CONSTRUIRE
EN BRETAGNE .. 21

COURRIER
DES LECTEURS . 22



Gernot

LES hommes politiques emploient souvent un vocabulaire relativement abstrait. Les journaux politiques aussi et Le Peuple Breton n'échappe pas à la règle malgré sa volonté de ne pas être réservé aux intellectuels bretons. Ainsi tout le monde sait que « le système capitaliste est actuellement en crise », que « l'inflation menace le développement économique », que « les écarts salariaux sont énormes » dans la France de Giscard, etc...

Mais derrière les mots, derrière les notions abstraites, il y a des hommes, des femmes, des familles... En ce début de 1977, c'est à eux et aux plus pauvres d'entre eux que l'U.D.B. voudrait consacrer ce premier éditorial. Pour cela il ne faut pas craindre d'affronter la critique, même de gauche. La gauche politique, intellectuelle surtout, n'aime pas trop que l'on s'attarde sur le malheur concret des gens : on se fait vite accuser de misérabilisme (encore un beau mot abstrait !). A droite, c'est de démagogie que l'on vous accusera.

Comme s'il pouvait être démagogique de donner la parole à ceux qui ne l'ont jamais, de faire entendre la voix des hommes sans voix !

En Bretagne, aujourd'hui en 1977, les plus touchés par la crise, les pauvres parmi les pauvres sont des anciens, des femmes et des jeunes.

Les anciens d'abord, souvent paysans, qui ont connu une ou deux guerres, travaillé toute une vie sans les avantages sociaux que nous avons maintenant. Usés par le boulot, la maladie, ils souffrent de malnutrition parfois, de solitude toujours. Leurs enfants sont loin, à Paris ou dans la Ruhr, car la Bretagne se vide. Le village de leur enfance se meurt comme

meurent sur leurs lèvres la langue bretonne ou le gallo de leurs enfances...

Les femmes ensuite. Elles sont devenues de véritables domestiques agricoles dans les petites exploitations rurales ; veuves, elles connaissent la pire des solitudes, y compris celle de l'hospice. Plus jeunes, non syndiquées, elles sont la proie désignée des patrons-pirates. Pour des salaires de misère, qu'elles doivent accepter faute de mieux, elles sont surexploitées et doivent encore dire « merci »...

Les jeunes Bretons enfin. Jadis la marine, la police, l'armée les employaient massivement loin de chez eux. Aujourd'hui, ils sont moins dociles : la machine colonialiste se grippe. Mais avant qu'elle s'arrête, elle aura encore jeté dans le train de Paris plus d'un gars de chez nous avec une pauvre valise de carton et l'adresse d'un cousin émigré. Elle aura conduit des bacheliers à pousser les « caddies » sur les parkings des grandes surfaces. Elle aura trébuché aux coins de l'hexagone nos maîtres-auxiliaires ou nos « instits » sans poste au 15 septembre. Et, en désespoir de cause, elle aura encore provoqué plus d'un engagement militaire...

Car c'est la crise. C'est de la misère concrète. C'est l'inquiétude des petits gérants du commerce alimentaire. C'est le chômage des gars de la réparation navale. C'est 1977 qui s'annonce pire que 1976 quand une seule firme parisienne de caviar annonce 380 millions d'anciens francs de bénéfice l'an passé ! Avec l'U.D.B., les pauvres, les Bretons, diront non au régime qui produit cette crise et qui se nourrit de cette misère.

